

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 373

[C — 2001/27065]

**15 DECEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999
relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales**

Le Gouvernement wallon,

Vu le traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 42 et 43;

Vu le règlement (CE) N° 1257/99 du Conseil des Communautés européennes du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements;

Vu le règlement (CE) N° 1750/1999 de la Commission européenne du 23 juillet 1999 portant modalités d'application du règlement (CE) N° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA);

Vu le règlement (CE) N° 2603/1999 de la Commission du 9 décembre 1999 fixant des règles transitoires pour le soutien au développement rural prévu par le règlement (CE) N° 1257/1999 du Conseil;

Vu l'approbation par la Commission européenne du Plan wallon de développement rural en date du 25 septembre 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 6 décembre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 15 décembre 2000;

Vu la concertation prévue par la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en son article 6, § 3bis, 5°, inséré par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le Gouvernement wallon a présenté à la Commission européenne, le 3 janvier 2000, le projet de plan de développement rural pour la Région wallonne, contenant notamment la description des mesures envisagées pour la mise en œuvre du plan;

Considérant que la version finale du plan de développement rural, suite aux négociations entre la Commission et les autorités wallonnes, a été transmise à la Commission européenne en date du 1^{er} août 2000;

Considérant que la Commission européenne a approuvé le plan de développement rural le 25 septembre 2000;

Considérant qu'il est dès lors impératif d'adapter sans retard la réglementation wallonne en vigueur en matière d'octroi de subventions agri-environnementales afin de se conformer à la réglementation de la Commission européenne;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales, les points 5°, 6°, 7°, 8° et 9° sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :

A. "5° Région : la Région wallonne".

B. "6° Exploitant agricole : la personne physique ou morale qui s'adonne à la production agricole, horticole ou d'élevage et qui exerce cette activité à titre principal ou à titre partiel. »

C. "7° Exploitant à titre complémentaire ou accessoire : la personne physique ou morale qui s'adonne à la production agricole, horticole ou d'élevage mais qui n'obtient pas de cette production un revenu supérieur à 50 % de son revenu global et qui ne consacre pas nécessairement plus de 50 % de son temps à l'exercice de cette activité et qui dispose à ce titre d'un numéro de producteur, d'un numéro de T.V.A. et est affilié à une caisse d'assurances sociales. »

D. "8° Culture sous labour : culture dont la surface a été renseignée sous un code autre que les codes 61, 611, 612 et 62, 621, 622 dans la déclaration de superficie Politique agricole commune, lors de trois des cinq dernières années précédant la demande. »

E. "9° Cours d'eau : eau en mouvement, de façon habituellement continue et coulant dans un lit permanent, naturel ou artificiel. Si le lit est artificiel, il faut toutefois qu'il soit en liaison directe avec le réseau hydrologique naturel. »

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

A. le premier alinéa point 1° est remplacé par la disposition suivante : "1° fauches ou pâturages tardifs";

B. le point b) du premier alinéa du point 1° est abrogé;

C. les alinéas 4, 5 et 6 sont ajoutés :

« Pour la méthode 2, le seuil de 200 mètres doit nécessairement être atteint pour chacune des sous-méthodes prise individuellement. Pour la méthode 3, les différents seuils dont question peuvent être atteints en cumulant les sous-méthodes. »

« Le tableau en annexe 1 reprend la compatibilité de la pratique des mesures sur une même parcelle. »

« Les subventions afférentes aux méthodes 4 et 5 ne seront octroyées aux demandeurs que s'ils sont en même temps propriétaires des animaux et responsables sanitaires. Cette restriction n'est pas d'application lorsque le propriétaire des animaux est associé avec le responsable sanitaire au sein d'une exploitation de production indivise ou lorsqu'ils sont co-exploitants. »

Art. 3. Dans l'article 3 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

A. le 5° du § 1^{er} est complété comme suit :

« 5° soit intégrées, contiguës ou situées à moins de 50 mètres de réserves naturelles agréées au sens de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 juillet 1986 concernant l'agrément des réserves naturelles, de réserves naturelles domaniales, au sens de la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973, de zones humides d'intérêt biologique au sens de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 juin 1989 relatif à la protection des zones humides d'intérêt biologique ou de cavités souterraines d'intérêt scientifique au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 1995. »

B. le paragraphe 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Par dérogation aux §§ 1^{er} et 2, quel que soit leur statut, les parcelles peuvent élarger à toutes les méthodes agri-environnementales. Cependant, la subvention pour la pratique des méthodes 6 à 10 en dehors des zones prioritaires visées sous le paragraphe 1^{er} est subordonnée à un avis technique de l'Administration qui porte sur la pertinence de la méthode par rapport à la situation environnementale de l'exploitation et à l'application simultanée d'au moins trois méthodes de production visées à l'article 2 de l'arrêté du 11 mars 1999. »

C. un paragraphe 4 est ajouté comme suit :

« Les demandeurs peuvent, sur une base volontaire, mettre en œuvre un plan de gestion agri-environnemental de l'exploitation. Ce plan de gestion consiste en une démarche d'amélioration de l'impact environnemental global de l'exploitation. Il implique donc une gestion globale conforme à l'esprit d'une exploitation respectueuse de l'environnement. L'application d'un plan de gestion peut donner lieu à une majoration des primes octroyées pour les mesures agri-environnementales de 5 % maximum et ce, dans le respect des plafonds fixés à l'article 6 du présent arrêté.

Le plan de gestion comprend un examen des possibilités d'amélioration des pratiques agricoles, sur la base des rubriques suivantes :

1° application des codes de bonnes pratiques agricoles;

2° application de nouvelles techniques culturales et amélioration des techniques existantes (applications localisées, désherbage mécanique, lutte biologique et intégrée, etc.);

3° lutte phytosanitaire sur la base d'avertissements et en tenant compte de seuils d'intervention;

4° contrôle régulier du matériel d'épandage et de pulvérisation;

5° adaptation des périodes de fertilisation et des quantités de fertilisants appliquées sur base de bilans (réserves du sol, exportations prévisibles,...) avec établissement d'un plan de fumure et tenue d'un cahier d'épandage;

6° stockage et modalités de gestion des effluents : adaptation des capacités de stockage ou participation à des banques de lisier, mélange des lisiers, apport suffisant de carbone (paille, copeaux,...) et compostage des fumiers,...;

7° mesures d'intégration paysagère (plantations éventuelles, semis de « fleurs » en tournières, peinture ou sablage des constructions, implantation et aspect de nouveaux bâtiments,...), de protection ou de restauration du petit patrimoine et de la biodiversité (mares et zones humides, haies, etc.) et éventuellement d'épuration (lutte contre les odeurs, lagunage d'eaux usées, etc.).

Art. 4. A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

A. le paragraphe 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Lorsque, au cours de la période d'engagement, le bénéficiaire ne respecte plus ses engagements et/ou les obligations qui y sont liées sur une ou des parcelles, qu'il continue à les exploiter ou non, sans préjudice des dispositions prévues aux paragraphes 2 à 5 des articles 10 et 11 du présent arrêté, le remboursement des aides perçues sera exigé. Toutefois, sans préjudice de circonstances à prendre en considération dans les cas individuels, ce remboursement ne sera pas exigé dans les cas de force majeure suivants :

- 1° le décès de l'exploitant;
- 2° l'incapacité professionnelles de longue durée de l'exploitant;
- 3° l'expropriation d'une partie importante de l'exploitation, si cette expropriation n'était pas prévisible le jour de la souscription de l'engagement;
- 4° une catastrophe naturelle grave qui affecte de façon permanente la surface agricole de l'exploitation;
- 5° la destruction accidentelle des bâtiments de l'exploitation destinés à l'élevage;
- 6° une épizootie touchant tout ou partie du cheptel de l'exploitant.

Les cas prévus sous 5° et 6° ne sont pris en considération qu'en relation avec les méthodes 4° et 5° visées à l'article 2 de l'arrêté du 11 mars 1999.

Si la force majeure est invoquée, elle sera notifiée par écrit à l'administration par l'exploitant ou, selon le cas, ses ayants droit, au plus tard lors du renvoi de la déclaration annuelle de créance. »

B. le paragraphe 6 est modifié comme suit :

« § 6. La transformation d'un engagement en un autre engagement dans le cadre du règlement 2078/92 et, à partir du 1^{er} janvier 2000, dans le cadre du règlement 1257/99, est autorisée au cours de la période d'engagement à condition que :

- un tel transfert implique des avantages environnementaux certains;
- l'engagement existant soit renforcé de manière significative. »

Art. 5. L'article 5 du même arrêté est complété par les alinéas suivants :

« Les parcelles sur lesquelles les mesures visées à l'article 2 de l'arrêté du 11 mars 1999 sont pratiquées et pour lesquelles une subvention est sollicitée doivent être situées en Région wallonne. Toutefois, pour le calcul de la charge en bétail, les parcelles situées en dehors de la Région wallonne à une distance maximale de trente kilomètres du siège de l'exploitation peuvent entrer en ligne de compte pour le calcul, elles ne pourront cependant pas être primées.

Toutes les parcelles dont question ci-dessus doivent figurer à la déclaration annuelle de superficie du demandeur, déclaration instaurée dans le cadre de l'application de règlement (CEE) N° 1765/92 du Conseil du 30 juin 1992.

Les demandeurs doivent avoir leur siège d'exploitation en Wallonie.

Lorsque l'exploitant est une association, chaque membre de l'association ayant le statut d'agriculteur et pour peu qu'il remplisse les conditions d'accès aux subventions peut solliciter les aides.

Lorsque l'exploitant est une société, chaque administrateur ou gérant ayant le statut d'agriculteur et pour peu qu'il remplisse les conditions d'accès aux subventions peut solliciter les aides. »

Art. 6. A l'article 6, les paragraphes 1^{er} et 2 sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. En cohérence avec les objectifs du règlement (CE) N° 1257/99 du Conseil, un ciblage des mesures agri-environnementales pourra être proposé en fonction des ressources budgétaires disponibles. »

« § 2. Les montants cumulés des différentes subventions agri-environnementales cofinancées par l'Union européenne sont plafonnés à 600 euro (24 204 FB) par hectare et par an pour les cultures annuelles, à 900 euro (36 306 FB) pour les cultures pérennes spécialisées et à 450 euro (18 153 FB) pour les autres utilisations des terres. »

Art. 7. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 7. La demande de subvention doit être introduite auprès de l'administration au moyen de formulaires dont le modèle est arrêté par le Ministre.

Le dossier de demande comprend notamment :

1° une copie du plan de l'exploitation au 10 000^e ayant servi à la déclaration annuelle de superficie ou, à défaut d'une telle copie, un plan de l'exploitation au 10 000^e. Les surfaces et les structures linéaires faisant l'objet d'une demande de subvention sont indiquées sur ces documents;

2° tout document permettant d'établir le statut social du demandeur;

3° une copie de la déclaration de superficie, sauf si l'engagement est fondé sur l'article 2, 5°;

4° une copie du dernier inventaire d'étable établi par la fédération de lutte contre les maladies du bétail si l'engagement est fondé sur l'article 2, 4°;

5° une copie des documents d'identification des animaux si l'engagement est fondé sur l'article 2, 5°.

Pour les méthodes de production 2B, 6 à 8 et 11B, méthodes non liées à une parcelle pour l'engagement de cinq ans, un plan au 10 000^e avec localisation des parcelles et un inventaire précisant la superficie de chacune de celles-ci sera introduit auprès de l'administration chaque année, de préférence lors de l'introduction de la déclaration de créance annuelle et au plus tard à l'installation de la culture.

Le titulaire de la circonscription agronomique accuse réception de chaque demande dans un délai de dix jours ouvrables. Ce délai prenant cours le jour où le dossier est complet. Tout dossier incomplet est renvoyé au demandeur avec mention des pièces manquantes dans les dix jours de sa réception à la circonscription agronomique. »

Art. 8. Dans l'article 9 du même arrêté, le point 2° est remplacé comme suit :

« 2° approuve les modalités d'application du plan de gestion, les modalités du suivi et du contrôle de ces plans de gestion. Ces modalités seront établies par l'administration. »

Art. 9. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10. La notification d'octroi impose le respect des engagements souscrits et oblige le demandeur :

1° à ne réduire aucun de ses engagements;

2° à respecter toutes les conditions liées à la (aux) méthode(s) pratiquée(s);

3° à se soumettre au contrôle du respect des engagements souscrits. Ce contrôle comporte le mesurage des longueurs et des surfaces, s'il y a lieu, le comptage des animaux, ainsi que le respect des conditions liées aux méthodes. Pour ce faire, le demandeur permettra l'accès aux différentes parcelles et aux données Sanitel, présentera les animaux intervenant dans l'octroi des primes;

4° à accepter de servir de référence pour d'autres exploitants agricoles;

5° à mettre à la disposition de la Région toutes les données techniques et financières afin d'établir un bilan économique et environnemental des engagements souscrits.

L'engagement prend cours le premier jour du mois qui suit l'envoi de l'accusé de réception sous réserve de notification de l'acceptation du dossier par l'administration centrale. Cette notification de la décision de l'administration centrale infirmera ou confirmera l'engagement, la date de l'engagement et l'octroi des subventions. »

Art. 10. Dans l'article 12 du même arrêté, les §§ 1^{er} et 6 sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Chaque année, un contrôle organisé est effectué, conformément aux modalités prévues dans le règlement (CEE) N° 3887/92 et les règlements divers le modifiant. En fonction du résultat des contrôles individuels, les dispositions reprises aux paragraphes 2 à 5 sont d'application. »

« § 6. Sans préjudice des dispositions prévues aux paragraphes 2 à 5, le non-respect des conditions alors constaté entraîne la suppression des aides et le remboursement des aides perçues. »

Les §§ 7 et 8 du même article 12 sont abrogés.

Art. 11. Dans le même arrêté, un article 12*bis* est inséré.

« Article 12*bis*. § 1^{er}. Les dispositions prévues aux paragraphes 2 à 5 de l'article 12 de l'arrêté du 11 mars 1999 sont d'application lors du constat, en dehors du contrôle organisé, de déclaration d'engagement supérieure à la surface ou à la longueur réellement constatée ou au nombre d'animaux présents. Le non-respect de l'une ou l'autre des conditions liées à un engagement entraîne la suppression des aides et le remboursement des aides perçues. »

§ 2. Sans préjudice des articles 55 à 58 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, en cas de paiement indu, l'exploitant concerné est obligé de rembourser les montants concernés, augmentés d'un intérêt calculé au taux légal en fonction du délai s'étant écoulé entre le paiement et le remboursement par le bénéficiaire.

Aucun intérêt ne s'applique en cas de paiements indus à la suite d'une erreur de l'administration.

Toutefois, tout montant à récupérer peut être porté en déduction de tout paiement intervenant pour le bénéficiaire après la date de décision et de notification du remboursement. Aucun intérêt ne s'applique après information du bénéficiaire du paiement indu.

§ 3. En cas de fausse déclaration faite délibérément ou par négligence grave, l'exploitant est exclu du bénéfice de toute aide agri-environnementale. Il ne peut souscrire un nouvel engagement agri-environnemental qu'après deux ans.

§ 4. Les subventions liquidées doivent être remboursées si l'exploitant est condamné à titre définitif pour infraction à la législation en matière d'environnement ou de conservation de la nature pendant la période d'engagement ou dans les vingt-quatre mois qui la suivent.

§ 5. En cas de contestation, toute demande de révision du dossier doit être introduite par le bénéficiaire dans le mois qui suit la notification.

Art. 12. Dans le même arrêté, un article 14*bis* est inséré.

« Article 14*bis*. Les modifications du présent arrêté sont applicables aux dossiers dont la date d'engagement est postérieure au 30 juillet 1999. Toutefois, les nouveaux montants ne sont applicables qu'aux dossiers dont la date d'engagement est postérieure au 1^{er} janvier 2000.

La suppression ou la modification d'une mesure dont la pratique conditionne l'éligibilité d'autres mesures ne peut, pour les dossiers pour lesquels un accusé de réception a été notifié au demandeur avant la date de parution au Moniteur du présent arrêté, entraîner le refus du dossier de demande d'aide pour les mesures liées à cette mesure supprimée ou modifiée.

Art. 13. L'annexe 1 du même arrêté est remplacée par l'annexe 2 ci-après.

Art. 14. Le Ministre ayant l'Agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 décembre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Annexe 1
Tableau de cumul des primes agri-environnementales en Région wallonne

A. CULTURES	2.a. Tournières enherbées	2.b. Tournières extensives	3. Haies	6. Réduction d'intrants en céréales	7. Réduction d'intrants en maïs	8. Couvertures de l'inter-culture	11. Cultures traditionnelles	Aide fédérale Agriculture biologique
2.a. Tournières enherbées	S	X	C	C	C	C	C	C
2.b. Tournières extensives		S	C	X	X	C	X	X
3. Haies			S	C	C	C	C	C
6. Réduction d'intrants en céréales				S	S	C	X	X
7. Réduction d'intrants en maïs					S	C	S	X
8. Couvertures de l'interculture						S	S	X
11. Cultures traditionnelles							S	C (sauf 11.B.1)

C = cumul des primes possible avec plafonnement éventuel à 600 euro (24 204 FB) par hectare et par an pour les cultures annuelles, à 900 euro (36 306 FB) par hectare et par an pour les cultures pérennes spécialisées et à 450 euro (18 153 FB) par hectare et par an pour les autres utilisations des terres.

S = sans objet (plante cultivée ou/et période différentes, ou mesure identique selon les deux entrées).

X = cumul interdit.

B. PRAIRIES	1. Fauches tardives	2.c. Bandes de prairies extensives	3. Haies	4. Faibles charges en bétail	9. Fauches très tardives	10. Zones humides	11. Culture anciennes variétés espèces	Aide fédérale Agriculture biologique
1. Fauches tardives	S	X	C	C	X	C	C	C
2.c. Bandes de prairies extensives		S	C	C	X	X	X	C
3. Haies			S	C	C	C	C	C
4. Faibles charges en bétail				S	C	C	C	C/X
9. Fauches très tardives					S	C	X	C
10. Zones humides						S	X	C
11. Culture anciennes variétés espèces							S	C

C = cumul des primes possible avec plafonnement éventuel, à 450 euro (18 153 FB) par hectare et par an.

S = sans objet (mesure identique selon les deux entrées).

X = cumul interdit.

C/X = cumul autorisé avec maintien en biologie mais interdit avec reconversion biologique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 15 décembre 2000 modifiant l'arrêté du 11 mars 1999 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales.

Namur, le 15 décembre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité
J. HAPPART

Annexe 2

Conditions liées aux méthodes de production compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement**METHODE 1. - Pratique de fauches ou pâturages tardifs**

L'adoption de fauches tardives ou de pâturages tardifs peut donner lieu à une subvention de 125 euro (5 042 FB) par ha et par an aux conditions suivantes :

1. Aucun pâturage et aucune fauche de la parcelle avant le 20 juin en zone précoce ou le 1^{er} juillet en zone tardive.
2. Apport modéré de fertilisants : pour garder une bonne diversité biologique, il est indiqué de ne pas dépasser 40 unités d'azote par ha et par an, ou 20 tonnes de fumier ou compost.

Un relevé floristique doit permettre de mettre en évidence la présence et une abondance minimale de plantes indicatrices des prairies de fauche extensives.

3. Pas d'utilisation de produits phytopharmaceutiques à l'exception du traitement localisé contre les chardons et les rumex.
4. Autant que possible, des bande refuges non fauchées seront maintenues.

METHODE 2. - Tournières de conservation et bandes de prairie extensive

A. Remplacement d'une culture sous labour par une bande de prairie extensive ou tournière enherbée installée pour cinq ans.

Celui-ci peut donner lieu à une subvention annuelle de 72 euro (2 904 FB) pour une superficie minimale de 800 m² de bande enherbée (correspondant à 200 mètres sur 4 mètres, soit une influence sur 1 ha [= "équivalence"]); ces 72 euro (2 904 FB) sont portés à 100 euro (4 034 FB) le long des cours d'eau ou en situation de ruissellement érosif. Les superficies dépassant la superficie minimale ne sont prises en compte que par tranche de 200 mètres carrés supplémentaires donnant lieu à une subvention de 18 euro (726 FB) portée à 25 euro (1 008 FB) le long des cours d'eau ou en situation de ruissellement érosif.

Les conditions à respecter sont :

1. Cette bande de prairie ou tournière enherbée a une longueur minimale de 200 mètres et une largeur comprise entre quatre et vingt mètres. En aucun cas, la superficie de ces bandes n'excède la superficie de culture sous labour du même exploitant contigüe à ces bandes, ni 8 % de la superficie sous labour de l'exploitation.

2. Cette bande de prairie en bordure de champ (encore appelée fourrière ou tournière) est implantée prioritairement le long d'un cours d'eau ou d'une zone humide. Elle peut également être implantée en bordure de bois, le long de haies, talus, chemins, lotissements et habitations.

3. Le long des cours d'eau et en situation de ruissellement érosif, la largeur minimale est de huit mètres.

4. Elle est ensemencée avec un mélange diversifié dont la composition est transmise à l'administration. La liste des espèces proposées est reprise ci-après. Le choix de la composition du mélange est laissé à l'appréciation de l'agriculteur pour autant que les conditions suivantes soient respectées :

1. Graminées de base :

- le pourcentage (en poids) des semences est compris entre 50 et 95 % du mélange;

- les espèces non pérennes ou très intensives tels les ray-grass hybrides, italien et de Westerwold ainsi que les bromes cultivés sont exclus;

- le ray-grass anglais, la fléole et la fétuque des prés représentent chacun au maximum 30 % du mélange;

2. Légumineuses de base :

- le pourcentage (en poids) de semences est compris entre 15 et 40 % du mélange;

- trois espèces au minimum sont présentes, chacune à concurrence d'au moins 5 % du mélange;

- par dérogation à ce principe, le mélange peut ne pas contenir de légumineuses s'il contient au moins 5 autres dicotylées (voir 3^e ci-dessous), chacune à concurrence d'au moins 1 % du mélange.

3. Autres dicotylées :

D'autres dicotylées peuvent être intégrées au mélange afin de favoriser le développement de la faune et de la flore, d'en améliorer l'impact esthétique, paysager ou mellifère, à condition qu'aucune espèce ne soit présente à concurrence de plus de 4 % du mélange.

5. Elle ne reçoit aucun fertilisant.

6. Elle n'est traitée avec aucun produit phytopharmaceutique, un traitement localisé avec des herbicides spécifiques est toléré contre les orties, rumex et chardons.

7. Elle n'est pas pâturée.

8. Elle ne peut être fauchée qu'après le 1^{er} juillet en zone précoce et le 15 juillet en zone tardive. Le produit de la fauche est exporté de la parcelle.

9. Elle n'est pas accessible à des véhicules motorisés à des fins de loisirs. Elle ne peut servir de chemin ou au passage de charroi. En outre, aucun dépôt d'engrais, d'amendement ne peut être toléré sur cette tournière.

B. Tournière extensive

L'installation d'une tournière extensive pour cinq ans au moins peut donner lieu à une subvention annuelle de 36 euro (1 452 FB) pour une superficie de 800 mètres carrés (correspondant à 200 mètres sur 4 mètres, soit une influence sur 1 hectare [= "équivalence"]). Les superficies dépassant la superficie minimale ne sont prises en compte que par tranche de 200 mètres carrés donnant lieu à une subvention de 9 euro (364 FB). Les conditions à respecter sont :

1. Cette tournière extensive a une largeur comprise entre quatre et vingt mètres. En aucun cas, la superficie de ces tournières n'excède la moitié de la superficie de la parcelle, ni 8 % de la superficie sous labour de l'exploitation.

2. La tournière extensive est ensemencée et récoltée comme une culture ordinaire.

3. Elle est implantée en bordure de bois, le long de haies, talus, chemins, lotissement et habitations, à l'exclusion de la limite avec une autre culture (sauf si une tournière est également installée sur la parcelle voisine ou s'il y a accord écrit de l'exploitant de celle-ci).

4. Elle ne reçoit aucun fertilisant.

5. Des traitements phytopharmaceutiques limités sont tolérés (se référer à la mesure 6 a et b pour les céréales, à la mesure 7 pour le maïs; en betteraves, seuls les traitements fongicides sont tolérés tandis qu'en pommes de terre, seuls les traitements contre le mildiou sont autorisés).

6. Les subventions relatives à cette mesure ne peuvent être attribuées si la parcelle bénéficie d'aides aux tournières enherbées ou à l'agriculture biologique.

C. Bande de prairie extensive

En remplacement d'une prairie intensive ou implantée autour d'un verger de basses tiges, une bande de prairie extensive peut donner lieu à une subvention annuelle de 100 euro (4 034 FB) pour une superficie de 1.600 mètres carrés de bande de prairie extensive (correspondant à 200 mètres sur 8, soit une influence sur 1 hectare [= "équivalence"]). Les superficies supérieures ne sont prises en compte que par tranches de 200 mètres carrés supplémentaires donnant lieu à une subvention de 12,5 euro (1 008 FB). Les conditions à respecter sont :

1. En remplacement d'une prairie intensive, cette bande est implantée le long d'un cours d'eau, d'un plan d'eau, ou dans une des situations décrites à l'article 3, § 1^{er}, 5°;

en remplacement d'un verger basses tiges, cette bande de prairie extensive fait le tour de la parcelle.

2. Elle a une longueur minimale de 200 mètres et une largeur comprise entre 8 et 20 mètres.

3. Elle ne reçoit aucun fertilisant et aucun produit phytopharmaceutique, à l'exception de traitements localisés contre les orties, chardons et rumex.

4. Elle ne peut être fauchée qu'après le 1^{er} juillet en zone précoce et après le 15 juillet en zone tardive. Le produit de la fauche est exporté de la parcelle.

5. Elle ne peut être pâturée qu'après ces dates et avec des charges en bétail toujours inférieures à 2 U.G.B. par hectare sur la parcelle pâturée. En dehors d'un endroit spécialement aménagé pour l'abreuvement, l'accès direct du bétail aux berges et lits du cours d'eau est interdit.

6. Elle n'est pas accessible à des véhicules motorisés à des fins de loisirs. Elle ne peut servir de chemin ou au passage de charroi. En outre, aucun dépôt d'engrais, d'amendement ne peut être toléré sur cette bande.

7. Ce bétail ne sera en aucun cas affouragé en prairie.

8. Cette méthode n'est pas cumulable avec la méthode 1 (fauche tardive).

METHODE 3. - Maintien et entretien des éléments du paysage et de la biodiversité tels les haies et bandes boisées, les mares et les vieux arbres fruitiers à haute tige dans les pâtures.

Les exploitants qui s'engagent à ne pas détruire de tels éléments, à déclarer tous les éléments de ce type, à entretenir et si, possible, améliorer le réseau écologique de leur exploitation peuvent obtenir les subventions annuelles suivantes :

— 50 euro (2 017 FB) par an pour une longueur d'au moins 200 m de haies ou son équivalent, soit une influence sur 1 ha et plus;

— 125 euro (5 042 FB) par an pour une longueur d'au moins 500 m de haies ou son équivalent, soit une influence sur 2,5 ha et plus;

— 250 euro (10 085 FB) par an pour une longueur d'au moins 1 000 m de haies ou son équivalent, soit une influence sur 5 ha et plus;

— 500 euro (20 170 FB) par an pour une longueur d'au moins 2 000 m de haies ou son équivalent, soit une influence sur 10 ha et plus;

— 750 euro (30 225 FB) F par an pour une longueur d'au moins 3 000 m de haies ou son équivalent, soit une influence sur 15 ha et plus;

— 1 000 euro (40 340 FB) F par an pour une longueur d'au moins 4 000 m de haies ou son équivalent, soit une influence sur 20 ha et plus

Les conditions à respecter sont :

A. Les haies, alignements d'arbres et bandes boisées

1. En aucun cas dans le cadre du présent arrêté, les lisières de bois, de forêt ou leur envahissement sur les parcelles agricoles ne peuvent être considérés comme des haies ou des bandes boisées.

2. Les haies sont des bandes continues d'arbres ou d'arbustes indigènes, des alignements d'arbres indigènes dans les parcelles agricoles, à l'exclusion des plantations ou rangées monospécifiques de peupliers; dans le cas d'alignements ou rangées d'arbres, ceux-ci doivent compter un minimum de 10 arbres avec une distance maximale de 10 mètres entre les arbres.

3. L'exploitant s'engage à ne pas détruire ces haies et bandes boisées et, en cas de nécessité, à replanter une longueur au moins équivalente à la longueur dégradée.

4. Il veille à maintenir, restaurer ou améliorer le maillage de haies sur son exploitation et à maintenir celles-ci suffisamment denses.

5. Il s'abstient de tout épandage de fertilisant et de tout traitement phytopharmaceutique tant à proximité que sur la haie. Seuls sont autorisés les traitements localisés contre les orties, chardons et rumex.

6. Les travaux d'entretien (taille) ne sont pas effectués entre le 15 avril et le 1^{er} juillet.

Ces travaux consistent en :

a) haie taillée : une taille par an;

b) haie bocagère et arbres têtards : la tête est rabattue à environ 2 mètres tous les deux à quinze ans;

c) haie libre : taille latérale et recépage occasionnels afin de la maintenir touffue et d'éviter d'empiéter sur les terrains avoisinants;

d) haie brise vent et bandes boisées : taille latérale éventuelle et rabattage partiel et facultatif tous les huit à quinze ans pour éviter de dégarnir la base.

B. Conservation de vieux arbres fruitiers à haute tige dans les pâtures

1. Les arbres éligibles sont des arbres fruitiers à haute tige d'au moins trente ans situés dans des parcelles agricoles possédant un sous étage herbeux permanent régulièrement entretenu par la fauche ou (et) le pâturage.

2. L'exploitant s'engage à ne pas abattre d'arbre fruitier à haute tige sur son exploitation.

3. Il limite les traitements phytopharmaceutiques sur ces arbres; en particulier, il s'abstient de tout traitement au moyen d'un insecticide de synthèse.

4. Si l'engagement ne porte que sur la conservation des vieux arbres fruitiers à l'exclusion du maintien et de l'entretien des haies, alignements d'arbres et bandes boisées et à l'exclusion du maintien des mares, la subvention annuelle ne sera octroyée qu'à partir de 40 arbres. Elle est plafonnée à l'équivalent de 200 arbres fruitiers par exploitation. Chaque arbre est assimilé à 5 mètres de haies ou une influence sur 2,5 ares.

C. Mares

1. Les mares sont des étendues permanentes d'eau dormante d'une superficie minimale de 10 m² situées dans des parcelles agricoles.

2. Une bande de minimum deux mètres de large autour de la mare ne sera jamais labourée et ne sera pas accessible au bétail; un accès pour l'abreuvement de celui-ci peut néanmoins être aménagé, à condition que la partie accessible ne dépasse pas 10 % de la superficie et 25 % du périmètre de la mare.

3. Tout épandage et toute pulvérisation à moins de dix mètres des berges sont interdits.

4. L'exploitant veillera à maintenir ou améliorer la qualité de cette mare en tant qu'élément du paysage et de la biodiversité; en particulier, il veillera à éviter l'introduction de tout déchet, produit ou substance qui pourrait nuire à celle-ci et de tout poisson. Il exclura tout remblai; en cas d'envasement ou d'atterrissement, l'agriculteur pratiquera le curage du point d'eau un fois au cours des cinq ans, en veillant à maintenir ou aménager au moins 25 % du périmètre en pente douce.

5. Chaque mare correspondant à ces conditions est considérée comme ayant une influence sur une superficie moyenne de 50 ares; pour le calcul de la prime, chaque mare est donc assimilée à 100 mètres de haie.

METHODE 4. - Maintien de faibles charges en bétail

Le maintien de charges en bétail comprises entre 0,6 et 1,4 U.G.B. (unité de gros bétail) par hectare de superficie fourragère peut donner lieu à une subvention annuelle de 50 euro (2 017 FB) par hectare de prairie aux conditions suivantes :

1. Au moins 90 % de la superficie fourragère de référence est constituée de prairies.
2. Ces prairies sont soit fauchées au moins une fois par an, soit pâturées au moins deux mois par an. Leur production, obtenue par fauche ou pâturage, est exclusivement destinée au cheptel de l'exploitation.
3. L'exploitant agricole s'engage à ne pas réduire la superficie de prairies permanentes de son exploitation.
4. Il s'engage à protéger et, autant que possible, à restaurer les éventuels haies et points d'eau de son exploitation.
5. Cette mesure n'est pas cumulable avec une aide à la reconversion biologique.
6. Les épandages de matières organiques ne dépassent pas l'équivalent des effluents produits par 1,4 UGB/Ha, soit une moyenne de maximum 125 kg d'azote par hectare et par an.

Pour le calcul du nombre d'U.G.B., il faut comptabiliser les animaux de l'exploitation comme suit :

- bovins de deux ans et plus, équidés de plus de six mois : 1 U.G.B.
- bovins de six mois à deux ans : 0,6 U.G.B.;
- brebis ou chèvres adultes : 0,15 U.G.B..

METHODE 5. - Détention d'animaux de races locales menacées

Les exploitants qui s'engagent à détenir, pendant au moins cinq ans, des animaux de races locales menacées figurant dans la liste ci-dessous peuvent obtenir une subvention annuelle de 20 euro (807 FB) par animal de la race ovine, de 120 euro (4 841 FB) par animal des autres races et si ces animaux répondent aux conditions suivantes :

1. Répondre au standard originel de la race reconnue comme menacée de disparition.
2. Etre enregistré dans le livre généalogique agréé de la race, ou ce qui en tient lieu.
3. Etre âgé d'au moins six mois en races ovines, d'au moins deux ans pour les autres races.
4. S'engager à détenir pendant cinq ans un minimum de trois animaux pour lesquelles une subvention peut être obtenue.

Pour chaque race, cette prime est réduite lorsque le nombre de femelles enregistrées au livre généalogique dépasse le seuil de 5 250 en races ovines et 3 500 pour les autres races.

Ainsi, la prime est de :

- 100 % jusque 3 500 vaches et 5 250 brebis;
- 75 % au-delà de cet effectif maximum;
- 50 % au-delà de 4 000 vaches et 6 000 brebis;
- 25 % au-delà de 4 500 vaches et 6 750 brebis;
- 0 % au-delà de 5 000 vaches et 7 500 brebis.

La liste des races locales menacées subsidiables par la Région dans le cadre des mesures agri-environnementales est arrêtée à ce qui suit :

Races bovines :

- Rouge de Belgique.

Races ovines :

- mouton laitier belge;
- mouton Entre-Sambre-et-Meuse;
- mouton ardennais tacheté ou mouton des collines (Houtlandschaap);
- mouton ardennais roux ou Voskop;
- mouton Mergelland.

Cette liste peut être revue par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions en conformité, notamment, avec les dispositions européennes relatives en la matière.

METHODE 6. - Réduction d'intrants en céréales

A. Réduction de la densité de semis

L'exploitant qui s'engage à réduire la densité de ses semis en céréales autres que le maïs peut obtenir une subvention annuelle de 90 euro (3 631 FB) par hectare aux conditions suivantes :

1. La densité maximale est de 200 grains par mètre carré.

2. Les engrais azotés sont utilisés de façon modérée, sur base du reliquat présent et des exportations possibles.
3. Un seul traitement fongicide est permis.
4. Aucun traitement régulateur de croissance n'est appliqué.

B. Suppression des herbicides

L'exploitant qui s'engage à ne pas utiliser d'herbicides de synthèse en culture de céréales autres que le maïs peut obtenir une prime annuelle de 90 euro (3 631 FB) par hectare. Sont néanmoins tolérés, en cas d'infestation importante, des traitements spécifiques contre le gaillet et le liseron et des traitements localisés contre les orties, les chardons et les rumex. Les subventions correspondant aux engagements repris sous *A* et *B* sont cumulables

METHODE 7. - Réduction et localisation des herbicides en maïs avec mécanisation du désherbage et sous-semis

A. Désherbage mécanique et traitement localisé

L'exploitant qui, en culture de maïs, s'engage à n'utiliser des herbicides de synthèse qu'en traitement localisé, sur la ligne de maïs, en excluant les composés de la famille des triazines, peut obtenir une subvention annuelle de 150 euro (6 051 FB) par hectare.

L'interligne traité uniquement de façon mécanique doit atteindre un minimum de 40 cm.

B. Sous-semis

L'exploitant qui s'engage à couvrir de façon efficace (80 % de recouvrement des 40 cm d'interligne en septembre) les interlignes de maïs au moyen d'une culture dérobée, implantée en sous-semis et maintenue jusqu'au 1^{er} janvier au moins peut obtenir une subvention annuelle de 150 euro (6 051 FB) par hectare.

Chacun des engagements repris sous *A* et *B* empêche l'octroi pour les surfaces concernées de subventions pour tournières extensives ou agriculture biologique.

Les subventions correspondant aux engagements repris sous *A* et *B* sont cumulables à concurrence de 180 euro (7 261 FB).

METHODE 8. - Couverture du sol pendant l'interculture

L'exploitant qui s'engage à semer un couvert végétal dès que possible après la récolte précédente, en tout cas avant le 15 septembre, peut obtenir une subvention annuelle de 100 euro (4 034 FB) par hectare pour autant qu'il détruise ce couvert après le 1^{er} janvier.

Cette culture dérobée doit être suivie de l'implantation d'une culture de printemps ou d'une jachère.

Elle ne peut être constituée de plus de 50 % de légumineuses.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un couvert végétal de seigle peut être implanté après récolte tardive (maïs, pomme de terre,...) à condition d'être semé avant le 1^{er} novembre et d'être détruit entre le 1^{er} mars et le 15 mai.

Aucune fertilisation minérale azotée n'est autorisée à l'installation de la couverture.

Les superficies subventionnées ne peuvent être considérées comme tournières extensives, jachère ou agriculture biologique.

METHODE 9. - Fauches très tardives avec limitation des intrants

L'exécution de fauches très tardives peut donner lieu à une subvention annuelle de 250 euro (10 085 FB) par hectare aux conditions suivantes :

1. La fauche est effectuée de manière à permettre aux animaux de fuir; de l'intérieur vers l'extérieur, et autant que possible, en laissant des « bandes refuges » en bordure de parcelle.
2. Aucun pâturage et aucune fauche de la parcelle avant le 1^{er} juillet en zone précoce ou le 15 juillet en zone tardive.
3. Après cette date, le regain peut être fauché ou la parcelle mise en pâture avec des charges toujours inférieures à 2 U.G.B. (unité de gros bétail) par hectare.
4. L'apport, par hectare, en fertilisants est limité à 20 tonnes de fumier ou de compost ou 20 m³ de lisier tous les deux ans.
5. L'utilisation de produits phytopharmaceutiques et d'engrais minéraux est proscrite.
6. Les travaux de drainage sont interdits mais il est possible d'entretenir de façon modérée et peu destructrice pour la faune et la flore, les drains et fossés existants.

7. Cette mesure n'est pas cumulable avec la méthode 1 (fauche tardive) ou 2.C. (bande de prairie extensive).

8. Le bétail ne sera en aucun cas affouragé en prairie

METHODE 10. - Mesures conservatoires en zones humides

Une subvention annuelle de 50 euro (2 017 FB) par hectare peut être attribuée aux exploitants qui gèrent les prairies humides de façon extensive aux conditions suivantes :

1. Ne pas labourer, curer ou drainer.
2. Ne pas utiliser d'amendements, de fertilisants ni de produits phytopharmaceutiques.
3. Entretenir ces parcelles par la fauche ou (et) le pâturage.
4. Limiter la fauche à des fauches tardives ou très tardives.
5. Ne jamais faire pâturer par des charges supérieures à 2 U.G.B. par hectare.
6. Cette mesure n'est pas cumulable avec la méthode 2.C. (bande de prairie extensive).
7. Le bétail ne sera en aucun cas affouragé en prairie.

METHODE 11. - Culture d'anciennes espèces ou variétés

A. Plantation d'anciennes variétés fruitières, à haute tige

L'exploitant qui plante des variétés anciennes d'arbres fruitiers, en haute tige, peut obtenir une subvention annuelle de 120 euro (4 841 FB) par 20 arbres. Les arbres supplémentaires aux 20 premiers sont subsidiés par tranche de 5 arbres à raison de 30 euro (1 210 FB) par tranche.

La liste des variétés éligibles est établie par l'administration.

Ces aides sont octroyées aux conditions suivantes :

1. Planter un minimum de 20 arbres espacés d'au moins 10 mètres en tous sens; chaque arbre est considéré comme ayant une influence sur une superficie de 250 mètres carrés.

2. Leur assurer un développement harmonieux (protection contre le bétail, taille de formation,...) tout en maintenant un sous-étage herbeux régulièrement entretenu.

B. Cultures régionales traditionnelles

1. En céréales, l'exploitant qui cultive d'anciennes variétés (inscrites depuis plus de quinze ans), du sarrasin ou, en région défavorisée, de l'épeautre peut obtenir une subvention annuelle de 100 euro (4 034 FB) par hectare à condition de limiter la fertilisation azotée minérale à un maximum de 70 unités, les traitements fongicides comme les herbicides à un seul traitement et à supprimer tout insecticide et tout régulateur de croissance. Cette mesure n'est pas cumulable avec des aides à l'agriculture biologique.

2. En pomme de terre, l'exploitant qui cultive d'anciennes variétés (Corne de gatte, Plate de Florenville ou Rosa, Ratte, Vitelotte) peut obtenir une subvention annuelle de 300 euro (12 012 FB) par hectare.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 15 décembre 2000 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales Gouvernement wallon.

Namur, le 15 décembre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 373

[C — 2001/27065]

**15. DEZEMBER 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999
zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Vertrags vom 25. März 1957 zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, unterzeichnet in Rom und gebilligt durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957, insbesondere der Artikel 42 und 43;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) und zur Abänderung und Aufhebung bestimmter Verordnungen;

Aufgrund der Verordnung (EG) NR. 1750/1999 der Kommission vom 23. Juli 1999 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2603/1999 der Kommission vom 9. Dezember 1999 mit Bestimmungen für den Übergang auf die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates;

Aufgrund der am 25. September 2000 erteilten Zustimmung durch die Europäische Kommission zum Wallonischen Plan für die Entwicklung des ländlichen Raums;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen;

Aufgrund des am 6. Dezember 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 15. Dezember 2000 gegebenen Einverständnisses des Haushaltsministers;

Aufgrund der durch Artikel 6 § 3bis 5° des Sondergesetzes vom 8. August 1980, der durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 eingefügt wurde, vorgesehenen Konzertierung;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1 ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung der Europäischen Kommission am 3. Januar 2000 den Entwurf eines Planes für die Entwicklung des ländlichen Raums in der Wallonischen Region unterbreitet hat, der u.a. die Beschreibung der für die Umsetzung des Planes vorgesehenen Maßnahmen beinhaltet;

In der Erwägung, dass die endgültige Fassung des Planes für die Entwicklung des ländlichen Raums der Europäischen Kommission im Anschluss an die Verhandlungen zwischen den wallonischen Behörden und der Kommission am 1. August 2000 übermittelt worden ist;

In der Erwägung, dass die Europäische Kommission dem Plan für die Entwicklung des ländlichen Raums am 25. September 2000 zugestimmt hat;

In der Erwägung, dass es daher dringend notwendig ist, unverzüglich die in der Wallonischen Region geltenden Rechtsbestimmungen auf dem Gebiet der Gewährung agrarökologischer Subventionen anzupassen, um sie mit der Gesetzgebung der Europäischen Kommission in Übereinstimmung zu bringen;

Auf Vorschlag des Ministers der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen werden die Punkte 5°, 6°, 7°, 8° und 9° jeweils durch folgende Bestimmungen ersetzt:

A. "5° Region: die Wallonische Region".

B. "6° Landwirtschaftlicher Betriebsinhaber: die natürliche oder juristische Person, die Erzeugnisse hauptsächlich aus Landwirtschaft, Gartenbau oder Zucht produziert und diese Tätigkeit entweder hauptberuflich oder teilberuflich ausübt".

C. "7° Nebenberuflicher oder nebenbeschäftigter Betriebsinhaber: die natürliche oder juristische Person, die Erzeugnisse hauptsächlich aus Landwirtschaft, Gartenbau oder Zucht produziert und dabei ein Einkommen bezieht, das 50 % seines Gesamteinkommens nicht übersteigt und nicht unbedingt mehr als 50 % seiner Arbeitszeit dieser Tätigkeit widmet sowie zu diesem Zweck eine Erzeugernummer und MwSt.-Nummer besitzt und bei einer Sozialversicherungskasse pflichtversichert ist".

D. "8° Gepflügte Kultur: Kultur, deren landwirtschaftlich genutzte Fläche während drei der letzten fünf Jahre vor dem Antrag unter einer anderen Codennummer als 61, 611, 612 und 62, 621, 622 in der GAP-Flächenerklärung angegeben worden ist".

E. "9° Wasserlauf: in einem permanenten, natürlichen oder künstlichen Bett gewöhnlich kontinuierlich fließendes Wasser...). Handelt es sich um ein künstliches Bett, dann muss dieses jedoch mit dem natürlichen Wassernetz verbunden sein".

Art. 2 - Artikel 2 des genannten Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

A. Punkt 1°, Absatz 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "1° Spätschnitt oder späte Beweidung".

B. Punkt 1°, Absatz 1, Punkt b) wird aufgehoben.

C. Die Absätze 4, 5 und 6 werden hinzugefügt:

«Für die Methode 2 muss die Mindestlänge von 200 Metern unbedingt für jede der einzeln betrachteten Untermethoden erreicht werden. Für die Methode 3 können die jeweiligen Schwellenwerte erreicht werden, indem die durch die Untermethoden erreichten Werte zusammengezählt werden.»

«In der Tabelle, die die Anlage 1 des vorliegenden Erlasses bildet, wird die Vereinbarkeit der Durchführung von mehreren Maßnahmen auf ein und derselben Parzelle angeführt.»

«Die für die Methoden 4 und 5 vorgesehenen Subventionen werden den Antragstellern nur dann gewährt, wenn diese gleichzeitig Eigentümer der Tiere und Veterinär- und Hygienebeauftragter sind. Diese Einschränkung findet keine Anwendung, wenn der Eigentümer der Tiere gemeinsam mit dem Veterinär- und Hygienebeauftragten eine Gesellschaft bildet innerhalb eines ungeteilten landwirtschaftlichen Produktionsunternehmens oder wenn beide Mitunternehmer sind.»

Art. 3 - Artikel 3 des genannten Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

A. § 1 5° wird folgendermaßen ergänzt:

« 5° oder in anerkannten Naturschutzgebieten im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. Juli 1986 über die Anerkennung der Naturschutzgebiete, in domanialen Naturschutzgebieten im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, in biologisch relevanten feuchten Zonen im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. Juni 1989 über den Schutz der biologisch relevanten feuchten Zonen oder in unterirdischen Hohlräumen wissenschaftlichen Interesses im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Januar 1995 zum Schutz der unterirdischen Hohlräume wissenschaftlichen Interesses gelegen sind, an sie grenzen oder in einer Entfernung von weniger als fünfzig Metern von diesen Gebieten oder Zonen liegen.»

B. Paragraph 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 3. In Abweichung von §1 und 2 und unabhängig von ihrer Rechtsstellung können auf die Parzellen alle agrarökologischen Methoden angewandt werden. Die Subvention für die Anwendung der Methoden 6 bis 10 außerhalb der in § 1 angeführten vorrangigen Zonen unterliegt jedoch einem technischen Gutachten der Verwaltung in Bezug auf die Angemessenheit der Methode unter Berücksichtigung der ökologischen Lage des Betriebs und der Verpflichtung, mindestens drei in Art. 2 des Erlasses v. 11. März 1999 erwähnte Methoden gleichzeitig anzuwenden.»

C. Ein Paragraph 4 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«Die Antragsteller können auf freiwilliger Basis in ihrem Betrieb einen agrarökologischen Bewirtschaftungsplan einsetzen. Dieser Bewirtschaftungsplan stellt eine Initiative zur Verbesserung der globalen Auswirkungen des Betriebs auf die Umwelt dar. Er setzt daher eine Gesamtbewirtschaftung voraus, die mit dem Geist eines umweltfreundlichen Betriebs im Einklang steht. Wird ein Bewirtschaftungsplan eingesetzt, können die für die agrarökologischen Maßnahmen gewährten Prämien um maximal 5 % erhöht werden, wobei die in Artikel 6 des vorliegenden Erlasses festgelegten Grenzwerte nicht überstiegen werden dürfen.»

Der Bewirtschaftungsplan beinhaltet eine Überprüfung der Verbesserungsmöglichkeiten der landwirtschaftlichen Praxis unter Berücksichtigung folgender Punkte:

1° Anwendung von Verhaltensregeln für eine gute fachliche Praxis in der Landwirtschaft;

2° Anwendung neuer Anbautechniken und Verbesserung bereits bestehender Techniken (lokale Anwendungen, mechanische Unkrautbekämpfung, biologische und integrierte Schädlingsbekämpfung, usw.);

3° Pflanzenschutzmaßnahmen auf der Grundlage eines Frühwarnsystems und unter Berücksichtigung des Schadschwellenprinzips;

4° regelmäßige Überprüfung der Ausbringungs- und Sprühgeräte;

5° Anpassung der Düngeperioden und der Mengen der angewandten Düngemittel unter Berücksichtigung von Nährstoffbilanzen (Bodenreserven, voraussichtliche Exportmengen,...) und Ausarbeitung eines Düngeplans und Führung eines Düngungsbuches;

6° Lagerung und Nutzungsarten des Dungs: Anpassung der Lagerungskapazitäten oder Teilnahme an Güllebanken, Vermischung von Gülle, ausreichende Kohlenstoffzufuhr (Stroh, Holzspäne,...) und Kompostieren von Stallmist;

7° Maßnahmen landschaftlicher Integration (eventuelle Anpflanzungen, Aussaat von "Blumen" in Wendeflächen, Anstrich oder Sandstrahlen von Gebäuden, Standort und Aussehen neuer Gebäude,... Maßnahmen zum Schutz oder zur Wiederherstellung des kleinen Erbgutes und der biologischen Vielfalt (Teiche und Feuchtgebiete, Hecken, usw.) und ggf. Klärung der Abwässer (Geruchsbekämpfung, Anlegen eines Absetzteiches für Abwässer, usw.).

Art. 4 - Artikel 4 des genannten Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

A. Paragraph 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

§ 3. Falls der Anspruchsberechtigte im Laufe des Verpflichtungszeitraums seine Verpflichtungen und/oder die damit verbundenen Auflagen auf einer oder auf mehreren Parzellen nicht mehr beachtet, unabhängig davon ob er sie weiter bewirtschaftet oder nicht, werden die bereits gezahlten Beihilfen zurückgefordert, unbeschadet der in den Paragraphen 2 bis 5 der Artikel 2 und 11 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Bestimmungen.

Unbeschadet besonderer konkreter Umstände die im Einzelfall zu berücksichtigen sind, wird die Rückzahlung in den nachfolgenden Fällen höherer Gewalt jedoch nicht gefordert:

- 1° Tod des Betriebsinhabers;
- 2° länger andauernde Berufsunfähigkeit des Betriebsinhabers;
- 3° Enteignung eines wesentlichen Teils des Betriebs, soweit sie am Tag des Eingangs der Verpflichtung nicht vorherzusehen war;
- 4° schwere Naturkatastrophe, die die landwirtschaftlich genutzte Fläche des Betriebs erheblich in Mitleidenschaft zieht;
- 5° unfallbedingte Zerstörung der Stallungen des Betriebsinhabers;
- 6° Seuchenbefall des Tierbestandes des Betriebsinhabers oder eines Teils davon.

Die unter den Punkten 5° und 6° vorgesehenen Fälle werden nur in Verbindung mit den in Artikel 2 des Erlasses vom 11. März 1999 angeführten Methoden 4° und 5° berücksichtigt.

Falls sich auf einen Fall höherer Gewalt berufen wird, so hat der Betriebsinhaber, oder je nach Fall seine Anspruchsberechtigten, dies spätestens bei der Rücksendung der jährlichen Forderungsanmeldung der Verwaltung schriftlich mitzuteilen.

B. Paragraph 6 wird wie folgt abgeändert:

«§ 6. Die Umwandlung einer Verpflichtung in eine andere Verpflichtung im Rahmen der Verordnung 2078/92 - und am dem 1. Januar 2000 im Rahmen der Verordnung 1257/99 ist während des laufenden Verpflichtungszeitraums erlaubt, sofern:

- eine solche Umwandlung unzweifelhafte Vorteile für die Umwelt mit sich bringt;
- die bereits eingegangene Verpflichtung erheblich verschärft wird.»

Art. 5 - Artikel 5 des genannten Erlasses wird durch folgende Absätze ergänzt:

«Die Parzellen, auf die die in Artikel 2 des Erlasses vom 11. März 1999 angeführten Maßnahmen angewandt werden und für die eine Subvention beantragt wird, müssen sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befinden.

Bei der Berechnung des Tierbesatzes können jene Parzellen, die sich nicht auf dem Gebiet der Wallonischen Region in einem maximalen Abstand von 30 km vom Sitze des landwirtschaftlichen Betriebs befinden, berücksichtigt werden. Für diese Parzellen kann jedoch keine Prämie gewährt werden.

Alle vorerwähnten Parzellen müssen in der jährlich einzureichenden Flächenerklärung vermerkt werden, die im Rahmen der Verordnung (EG) Nr. 1765/1992 des Rates vom 30. Juni 1992 eingeführt worden ist.

Der Betriebssitz der Antragsteller muss in der Wallonischen Region gelegen sein.

Wenn es sich bei dem Betriebsinhaber um eine landwirtschaftliche Vereinigung handelt, ist jedes Mitglied der Vereinigung, das das Statut eines Landwirtes besitzt unter der Bedingung, dass es die Zulassungsbedingungen für die Subventionen erfüllt, berechtigt, die Beihilfen zu beantragen.

Wenn es sich bei dem Betriebsinhaber um eine Gesellschaft handelt, ist jeder Verwalter oder Geschäftsführer, der das Statut eines Landwirtes besitzt unter der Bedingung, dass er die Zulassungsbedingungen für die Subventionen erfüllt, berechtigt, die Beihilfen zu beantragen.»

Art. 6 - In Artikel 6 werden die Paragraphen 1 und 2 jeweils durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«§ 1. In Übereinstimmung mit den Zielsetzungen der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates kann im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel eine zielgenaue Einsetzung der agrarökologischen Maßnahmen vorgeschlagen werden.»

«§ 2. Der Gesamtbetrag der verschiedenen von der Europäischen Union mitfinanzierten agrarökologischen Subventionen ist auf 600 Euro (24 204 BEF) pro Jahr und Hektar für Einjahreskulturen begrenzt. Für mehrjährige Sonderkulturen beträgt dieser Höchstbetrag 900 Euro (36 306 BEF) und für jegliche sonstige Bodennutzung 450 Euro (18 153 BEF).»

Art. 7 - Artikel 7 des genannten Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt.

«Artikel 7 - Der Antrag auf Subventionierung ist bei der Verwaltung anhand der Formulare zu stellen, deren Muster durch den Minister festgelegt wird.

Die Antragsakte umfasst insbesondere:

- 1° eine Abschrift des Plans des Betriebs im Maßstab 1/10 000, der im Rahmen der jährlichen Flächenerklärung eingereicht wurde, oder in Ermangelung dieser Erklärung ein Plan des Betriebs im Maßstab 1/10 000; die Flächen und geraden Strukturen, die den Gegenstand eines Subventionsantrags bilden, sind auf diesen Unterlagen deutlich vermerkt.
- 2° jegliches Dokument, das ermöglicht, das Sozialstatut des Antragstellers zu bestimmen;
- 3° eine Abschrift der Flächenerklärung, außer für die Verpflichtung, die auf Artikel 2 5° beruht;
- 4° eine Abschrift des letzten Stallinventars, aufgestellt von der Vereinigung zur Bekämpfung der Vieherkrankungen, wenn die Verpflichtung auf Artikel 2, 4° beruht;
- 5° eine Abschrift aller Identifizierungsdokumente der Tiere, wenn die Verpflichtung auf Artikel 2, 5° beruht;

Für die Produktionsverfahren 2B, 6 bis 8 und 11B, die nicht an eine Parzelle gebunden sind, für die die Verpflichtungsdauer fünf Jahre beträgt, ist jedes Jahr bei der Verwaltung ein Plan des Betriebs im Maßstab 1/10 000, auf dem die Parzellen angegeben werden, sowie ein Inventar, in dem die Fläche jeder Parzelle angegeben wird, einzureichen, vorzugsweise gleichzeitig mit der Übermittlung der jährlichen Forderungsanmeldung und spätestens beim Anlegen der Kultur.

Der Verantwortliche des Agrarbezirks bestätigt den Empfang jedes Antrags innerhalb einer Frist von zehn Arbeitstagen. Diese Frist läuft ab dem Tag, an dem die Akte vollständig ist. Jede unvollständige Antragsakte wird dem Antragsteller unter Angabe der fehlenden Schriftstücke innerhalb von zehn Tagen nach dessen Eingang bei dem Agrarbezirk zurückgesandt.»

Art. 8 - In Artikel 9 des genannten Erlasses wird Punkt 2° durch folgende Bestimmung ersetzt:

«2° genehmigt die Durchführungsbestimmungen des Bewirtschaftungsplans, die Modalitäten der Begleit- und Überwachungsmaßnahmen dieser Bewirtschaftungspläne. Diese Bestimmungen werden von der Verwaltung festgelegt.»

Art. 9 - Artikel 10 des genannten Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Artikel 10 - Die Gewährsmittelung verpflichtet zur Beachtung der eingegangenen Verpflichtungen und verpflichtet den Antragsteller:

1° keine der eingegangenen Verpflichtungen zu verringern;

2° die für die eingesetzte(n) Methode(n) vorgeschriebenen Bedingungen zu beachten;

3° sich einer Kontrolle der Beachtung der eingegangenen Verpflichtungen zu unterziehen. Diese Kontrolle umfasst die Vermessung der Längen und Flächen, ggf. die Zählung der Tiere sowie die Beachtung der für die eingesetzten Methoden vorgeschriebenen Bedingungen. Zu diesem Zweck ermöglicht der Antragsteller den Zugang zu den verschiedenen Parzellen und Sanitel-Daten und präsentiert die Tiere, für die Zuschüsse gewährt werden;

4° sich einverstanden zu erklären, als Modell für andere Landwirte zu dienen;

5° der Region alle technischen und finanztechnischen Angaben zur Verfügung zu stellen, um die Ausarbeitung einer wirtschaftlichen und umweltspezifischen Bilanz der eingegangenen Verpflichtungen zu ermöglichen.

Unter Vorbehalt der Annahme der Antragsakte durch die Zentralverwaltung beginnt die Verpflichtung am ersten Tag des Monats, der auf den Versand der Empfangsbestätigung folgt. Durch die amtliche Mitteilung der Entscheidung der Zentralverwaltung wird die Verpflichtung, das Datum der Verpflichtung und die Gewährung von Subventionen bestätigt oder rückgängig gemacht.»

Art. 10 - In Artikel 12 des genannten Erlasses werden die Paragraphen 1 und 6 jeweils durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«§ 1. Gemäß den in der Verordnung (EG) Nr. 3887/1992 angeführten Durchführungsbestimmungen und den verschiedenen abändernden Verordnungen findet jedes Jahr eine eingehende Kontrolle statt. Auf der Grundlage der Ergebnisse individueller Kontrollen sind die in § 2 bis § 5 angeführten Bestimmungen anwendbar.»

«§ 6. Unbeschadet der in § 2 bis § 5 angeführten Bestimmungen führt die Feststellung der Nichtbeachtung der Bedingungen zur Streichung der Beihilfen und zur Rückforderung der bereits gezahlten Beihilfen.»

§ 7 und § 8 dieses Artikels 12 werden aufgehoben.

Art. 11 - In den genannten Erlass wird ein Artikel 12*bis* eingefügt.

«Art. 12*bis* - § 1. Die in Artikel 12 § 2 bis § 5 des Erlasses vom 11. März 1999 angeführten Bestimmungen finden Anwendung, wenn außerhalb der eingehenden Kontrollen festgestellt wird, dass die in der Verpflichtung angegebene Fläche, Länge oder Anzahl der Tiere die tatsächliche Fläche, Länge oder die Anzahl der vorhandenen Tiere übersteigt. Die Nichtbeachtung jeglicher Bedingung, die mit der Verpflichtung einhergeht, führt zur Streichung der Beihilfen und zur Rückforderung der bereits gezahlten Beihilfen.»

§ 2. Unbeschadet der Artikel 55 bis 58 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung ist der betreffende Betriebsinhaber verpflichtet, ihm ungeschuldet gezahlte Beträge zurückzuzahlen, zuzüglich Zinsen, die zum gesetzlich festgesetzten Zinssatz berechnet werden für den Zeitraum zwischen der Subventionszahlung und der Rückerstattung durch den Begünstigten.

Falls die Subvention infolge eines Irrtums der Verwaltung ungeschuldet gezahlt wurde, werden keinerlei Zinsen erhoben.

Der zurückverlangte Betrag kann jedoch von jeglicher Zahlung abgezogen werden, die für den Begünstigten nach dem Datum, an dem die Rückerstattung beschlossen und amtlich mitgeteilt wurde, erfolgt ist.

Nach der Unterrichtung des Begünstigten von der ungeschuldeten Zahlung werden keinerlei Zinsen erhoben.

§ 3. Im Fall falscher Angaben, die absichtlich oder aufgrund grober Fahrlässigkeit gemacht wurden, wird der betreffende Betriebsinhaber von der Gewährung jedweder agrarökologischen Subvention ausgeschlossen. Für die Dauer von zwei Jahren kann er keine neue agrarökologische Verpflichtung mehr eingehen.

§ 4. Die ausgezahlten Subventionen sind rückzuerstatten, wenn der Betriebsinhaber während des Zeitraums der Verpflichtung oder während der darauffolgenden 24 Monate endgültig aufgrund eines Verstoßes gegen die Gesetzgebung in Sachen Umwelt oder Naturschutz verurteilt wird.

§ 5. Im Falle einer Beanstandung der getroffenen Entscheidung ist jeder Antrag auf Neuüberprüfung der Akte vom Begünstigten innerhalb eines Monats nach deren amtlicher Mitteilung einzureichen.

Art. 12 - In den genannten Erlass wird ein Artikel 14*bis* eingefügt.

«Artikel 14*bis* - Die Abänderungen des vorliegenden Erlasses sind anwendbar auf die Akten, deren Verpflichtungsdatum nach dem 30. Juli 1999 liegt. Jedoch sind die neuen Beträge nur auf die Akten anwendbar, deren Verpflichtungsdatum nach dem 1. Januar 2000 liegt.

Die Streichung oder die Abänderung einer Maßnahme, deren Durchführung zur Folge hat, dass andere Maßnahmen für die Gewährung von Subventionen in Frage kommen, darf für die Akten, für die dem Antragsteller vor der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgisches Staatsblatt* eine Empfangsbestätigung zugestellt wurde, nicht dazu führen, dass die Akte zur Beantragung von Beihilfen für die Maßnahmen, die mit dieser gestrichenen oder abgeänderten Maßnahme verbunden sind, verweigert wird.»

Art. 13 - Anlage 1 des genannten Erlasses wird durch die nachfolgend angeführte Anlage 2 ersetzt.

Art. 14 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

Anlage 1
Tabelle der kumulierbaren agrarökologischen Prämien in der Wallonischen Region

A. KULTUREN	2.a. Begraste Wendeflächen	2.b. Extensiv genutzte Wende- flächen	3. Hecken	6. Verringerung der Einträge in Getreide- kulturen	7. Verringerung der Einträge in Maiskulturen	8. Bodenbe- deckung vor der Frühjahrs- kultur	11. Traditionel- ler Anbau	Föderale Bei- hilfe für die bio- logische Land- wirtschaft
2.a. Begraste Wendeflächen	G	X	K	K	K	K	K	K
2.b. Extensiv genutzte Wendeflächen		G	K	X	X	K	X	X
3. Hecken			G	K	K	K	K	K
6. Verringerung der Einträge in Getreidekulturen				G	G	K	X	X
7. Verringerung der Einträge in Maiskulturen					G	K	G	X
8. Bodenbedeckung vor der Frühjahrskultur						G	G	X
11. Traditioneller Anbau							G	K(außer 11.B.1)

K = Ein Kumulieren der Prämien ist möglich, ggf. mit einem Höchstbetrag von 600 Euro (24 204 BEF) pro Hektar und Jahr für Einjahreskulturen, von 900 Euro (36 306 BEF) pro Hektar und Jahr für die mehrjährigen Sonderkulturen und von 450 Euro (18 153 BEF) pro Hektar und Jahr für jegliche sonstige Bodennutzung.

G = Gegenstandslos (Andere angebaute Pflanze und/oder anderer Zeitraum, oder waagrecht und senkrecht identische Maßnahme).

X = Kumulieren untersagt.

B. WIESEN	1. Spätschnitt	2.c. Extensiv genutzte Wiesenstreifen	3. Hecken	4. Geringer Tierbesatz	9. Sehr spätes Mähen	10. Feuchtge- biete	11. Anbau tradi- tioneller Sorten oder Arten	Föderale Bei- hilfe für die bio- logische Land- wirtschaft
1. Spätschnitt	G	X	K	K	X	K	K	K
2.c. Extensiv genutzte Wiesenstreifen		G	K	K	X	X	X	K
3. Hecken			G	K	K	K	K	K
4. Geringer Tierbesatz				G	K	K	K	K/X
9. Sehr spätes Mähen					G	K	X	K
10. Feuchtgebiete						G	X	K
11. Anbau traditioneller Sorten oder Arten							G	K

K = Ein Kumulieren der Prämien ist möglich, ggf. mit einem Höchstbetrag von 450 Euro (18 153 BEF) pro Hektar und Jahr.

G = Gegenstandslos (waagrecht und senkrecht identische Maßnahme).

X = Kumulieren untersagt.

K/X = Ein Kumulieren wird erlaubt bei Beibehaltung des biologischen Anbaus, jedoch untersagt bei Umstellung auf biologischen Anbau.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2000 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 15. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Anlage 2

Bedingungen bezüglich umweltgerechter Produktionsverfahren**METHODE 1 - Durchführung des Spätschnitts oder der späten Beweidung**

Die Durchführung eines Spätschnitts oder einer späten Beweidung kann unter folgenden Bedingungen Anlass zur Gewährung einer Subvention von 125 Euro (5.042 BEF) je Hektar jährlich geben:

1. Keine Beweidung und kein Schnitt der Parzelle vor dem 20. Juni in einer Zone mit frühem Wachstum oder vor dem 1. Juli in einer Zone mit spätem Wachstum.

2. Gemäßigtes Einbringen von Düngemitteln: um eine gute biologische Vielfalt aufrecht zu erhalten, wird empfohlen die Menge von 40 Einheiten Stickstoff oder 20 Tonnen Mist oder Kompost je Hektar jährlich nicht zu überschreiten.

Eine pflanzenkundliche Aufstellung muss ermöglichen, die Präsenz und das Mindestmaß von Zeigerpflanzen, die auf extensive Mähwiesen hinweisen, nachzuweisen.

3. Keine Anwendung von Pflanzenschutzmitteln, mit Ausnahme der lokalen Behandlung gegen Disteln und Ampfer.

4. Sofern möglich werden nicht gemähte Fluchtstreifen aufrechterhalten.

METHODE 2 - Erhaltungswendeflächen und extensiv genutzte Wiesenstreifen

A. Ersetzung einer gepflügten Kultur durch einen extensiv genutzten Wiesenstreifen oder eine begraste Wendefläche für eine Dauer von fünf Jahren.

Diese Ersetzung kann unter folgenden Bedingungen Anlass zur Gewährung einer jährlichen Subvention von 72 Euro (2 904 BEF) für eine Mindestfläche von 800 m² begrasten Wiesenstreifens (entspricht einer Fläche von 200 m x 4 m, d.h. einem Einflussbereich von 1 ha [= "Gleichwert"]) geben; entlang der Wasserläufe oder wenn eine Erosion durch abfließendes Wasser besteht, wird diese Prämie von 72 Euro (2 904 BEF) auf 100 Euro (4 034 BEF) erhöht. Für die Berechnung der Prämie werden für jene Flächen, die die Mindestfläche übersteigen, nur Flächenabschnitte von jeweils 200 m² berücksichtigt, für die eine Subvention von 18 Euro (726 BEF) gewährt wird, die entlang der Wasserläufe oder wenn eine Erosion durch abfließendes Wasser besteht, auf 25 Euro (1 008 BEF) angehoben wird.

Folgende Bedingungen sind zu erfüllen:

1. Dieser Wiesenstreifen oder diese begraste Erhaltungswendefläche ist mindestens 200 Meter lang und zwischen 4 und 20 Metern breit. In keinem Fall stellt die Fläche dieser Streifen mehr als die Fläche der diese Streifen angrenzenden gepflügten Fläche desselben Betriebsinhabers oder mehr als 8 % der gepflügten Fläche des Betriebs dar.

2. Dieser Wiesenstreifen am Rande des Feldes (auch Vorgewende oder Wendefläche genannt) wird prioritär entlang eines Wasserlaufs oder eines Feuchtgebiets angelegt. Er kann ebenfalls entlang von Wäldern oder Hecken, Böschungen, Wegen, Parzellierungen oder Wohnhäusern angelegt werden.

3. Entlang eines Wasserlaufs und wenn eine Erosion durch abfließendes Wasser besteht, beträgt die Mindestbreite 8 Meter.

4. Er wird mit einer vielfältigen Mischung eingesät, deren Zusammenstellung der Verwaltung mitgeteilt wird. Die Liste der vorgeschlagenen Arten wird nachstehend angeführt. Die Wahl der Zusammenstellung des Saatgutes wird der Bewertung des Landwirtes überlassen, insofern folgende Bedingungen erfüllt sind:

1. Gräser:

— der Prozentsatz (des Gewichts) liegt zwischen 50 und 95 v.H. der Mischung;

— Nicht-ausdauernde oder sehr intensive Pflanzen, wie z.B. das hybride, italienische oder Westerworld Raygras sowie die Anbautrespen sind auszuschließen;

— das englische Raygras, das Wiesenlieschgras und der Wiesenschwingel sind jeweils zu höchstens 30 v.H. in der Mischung vertreten;

2. Leguminosen:

— der Prozentsatz (des Gewichts) liegt zwischen 15 und 40 v.H. der Mischung;

— mindestens 3 Arten sind jeweils zu mindestens 5 v. H. in der Mischung vertreten;

— in Abweichung dieses Grundsatzes darf die Mischung keine Leguminosen beinhalten, wenn sie mindestens 5 andere Dykotylen umfasst (siehe nachstehend 3^o), die jeweils zu mindestens 1 v. H. in der Mischung vertreten sind;

3. Weitere Dikotylen:

Andere Dikotylen können in die Mischung integriert werden, um die Entwicklung der Fauna und der Flora zu fördern, den ästhetischen Charakter und das Landschaftsbild zu verbessern, sowie die Zahl der honigtragenden Pflanzen zu erhöhen, unter der Bedingung, dass keine Pflanze mehr als 4 v.H. der Mischung ausmacht.

5. Auf den Wiesenstreifen wird keinerlei Dünger eingebracht.

6. Er wird mit keinem pflanzenschutzlichen Produkt behandelt, mit Ausnahme einer lokalen Behandlung mit spezifischen Unkrautvernichtungsmitteln gegen Nesseln, Disteln und Ampfer.

7. Er wird nicht beweidet.

8. Er wird erst nach dem 1. Juli in einer Zone mit frühem Wachstum und nach dem 15. Juli in einer Zone mit spätem Wachstum gemäht. Der Ertrag des Schnitts wird von der Parzelle entfernt.

9. Er ist für zu Freizeitwecken eingesetzte motorisierte Fahrzeuge nicht zugänglich. Er darf nicht als Weg oder Durchgangsmöglichkeit für den Verkehr genutzt werden. Zudem kann auf diesem Streifen die Lagerung von Düngemitteln nicht gestattet werden.

B. Extensiv genutzte Wendefläche

Das Anlegen einer extensiv genutzten Wendefläche für eine Dauer von wenigstens 5 Jahren kann unter folgenden Bedingungen Anlass zur Gewährung einer jährlichen Subvention von 36 Euro (1 452 BEF) für eine Fläche von 800 m² (entspricht einer Fläche von 200 m x 4 m, d.h. einem Einflussbereich von 1 ha [= "Gleichwert"]) geben; Für die Berechnung der Prämie werden für jene Flächen, die die Mindestfläche übersteigen, nur Flächenabschnitte von jeweils 200 m² berücksichtigt, für die eine Subvention von 9 Euro (364 BEF) gewährt wird.

Folgende Bedingungen sind zu erfüllen:

1. Diese extensiv genutzte Wendefläche ist zwischen 4 und 20 Metern breit. In keinem Fall stellt die Fläche dieser extensiv genutzten Wendeflächen mehr als die Hälfte der Fläche der Parzelle oder mehr als 8 % der gepflügten Fläche des Betriebs dar.
2. Die extensiv genutzte Wendefläche wird wie eine gewöhnliche Kultur eingesät und geerntet;
3. Sie wird entlang von Wäldern oder Hecken, Böschungen, Wegen, Parzellierungen oder Wohnhäusern angelegt, mit Ausnahme der Grenze einer anderen Kultur (außer wenn eine Wendefläche ebenfalls auf der anderen Seite der Parzellengrenze besteht, oder wenn ein schriftliches Einverständnis des Betriebsinhabers der Nachbarparzelle vorliegt);
4. Auf die Wendeflächen wird keinerlei Dünger eingebracht.
5. Begrenzte pflanzenschutzliche Behandlungen werden toleriert (man beziehe sich auf die Maßnahme 6a und 6b für Getreide und die Maßnahme 7 für Mais; bei Rüben werden nur Schimmelpilzbehandlungen toleriert und bei Kartoffeln sind nur Behandlungen gegen Mehltau erlaubt).
6. Die Subventionen im Rahmen dieser Maßnahme können nicht gewährt werden, wenn für die Parzelle bereits Subventionen für begraste Wendeflächen oder die biologische Landwirtschaft gewährt werden.

C. Extensiv genutzte Wiesenstreifen

Für die Ersetzung einer intensiv genutzten Wiese oder einer rund um eine Buschobstbaumanlage angelegten Wiese durch einen extensiv genutzten Wiesenstreifen kann eine jährliche Subvention von 100 Euro (4 034 BEF) für eine Fläche von 1 600 m² extensiv genutzter Wiesenstreifen (entspricht einer Fläche von 200 m x 8 m, d.h. einem Einflussbereich von 1 ha [= "Gleichwert"] gewährt werden; für die Flächen, die 1 600 m² übersteigen, werden nur Flächenabschnitte von jeweils 200 m² berücksichtigt, für die eine Subvention von 12,5 Euro (1 008 BEF gewährt wird).

Folgende Bedingungen sind zu erfüllen:

1. In Ersetzung einer intensiv genutzten Wiese wird dieser Wiesenstreifen entlang eines Wasserlaufs, einer Wasserstelle oder in einer der Lagen, die in Artikel 3, §1, 5° beschrieben werden, angelegt;
In Ersetzung einer Buschobstbaumanlage umrandet dieser extensiv genutzte Wiesenstreifen die gesamte Parzelle.
2. Der Wiesenstreifen ist mindestens 200 Meter lang und weist eine Breite zwischen 8 und 20 Metern auf;
3. Auf den extensiv genutzten Wiesenstreifen werden keinerlei Dünger und keinerlei Pflanzenschutzmittel eingebracht, mit Ausnahme einer lokalen Behandlung gegen Nesseln, Disteln und Ampfer;
4. Er wird erst nach dem 1. Juli in einer Zone mit frühem Wachstum und nach dem 15. Juli in einer Zone mit spätem Wachstum gemäht. Der Ertrag des Mähens wird von der Parzelle entfernt;
5. Er darf nur erst nach diesen Daten zur Beweidung freigegeben werden, bei einem Tierbesatz, der zu keinem Zeitpunkt höher als 2 GVE (Großvieheinheiten) je Hektar Weidefläche sein darf. Der direkte Zugang des Viehs zu den Ufern und dem Bett der Wasserläufe ist untersagt, mit Ausnahme einer als Tränkstelle eingerichteten Stelle;
6. Er ist für zu Freizeitwecke eingesetzte motorisierte Fahrzeugen nicht zugänglich. Er darf nicht als Weg oder Durchgangsmöglichkeit für den Verkehr genutzt werden. Zudem kann auf diesem Streifen die Lagerung von Düngemitteln nicht gestattet werden;
7. Das Füttern des Viehs auf der Weide ist in keinem Fall gestattet;
8. Diese Methode ist nicht mit der Methode 1 kumulierbar (Spätschnitt).

METHODE 3 - Aufrechterhaltung und Unterhalt landschaftlicher Elemente und der Artenvielfalt wie z.B. Hecken und Baumhecken, Teiche oder alte hochstämmige Obstbäume in Weiden

Jene landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, die sich verpflichten, die vorerwähnten landschaftlichen Elemente nicht zu zerstören, alle Elemente dieser Art in einer Erklärung zu vermerken und sie zu unterhalten sowie insofern möglich das ökologische Netz auf ihrem Betriebsgelände zu verbessern, können in den Genuss folgender Subventionen gelangen:

- 50 Euro (2 017 BEF) jährlich für eine Länge von mindestens 200 Metern von Hecken, oder für eine gleichwertige Fläche, die einem Einflussbereich von 1 Hektar und mehr entspricht;
- 125 Euro (5 042 BEF) jährlich für eine Länge von mindestens 500 Metern von Hecken, oder für eine gleichwertige Fläche, die einem Einflussbereich von 2,5 Hektar und mehr entspricht;
- 250 Euro (10 085 BEF) jährlich für eine Länge von mindestens 1 000 Metern von Hecken, oder für eine gleichwertige Fläche, die einem Einflussbereich von 5 Hektar und mehr entspricht;
- 500 Euro (20 170 BEF) jährlich für eine Länge von mindestens 2 000 Metern von Hecken, oder für eine gleichwertige Fläche, die einem Einflussbereich von 10 Hektar und mehr entspricht;
- 750 Euro (30 225 BEF) jährlich für eine Länge von mindestens 3 000 Metern von Hecken, oder für eine gleichwertige Fläche, die einem Einflussbereich von 15 Hektar und mehr entspricht;
- 1000 Euro (40 340 BEF) jährlich für eine Länge von mindestens 4 000 Metern von Hecken, oder für eine gleichwertige Fläche, die einem Einflussbereich von 20 Hektar und mehr entspricht;

Folgende Bedingungen sind zu erfüllen:

A. Hecken, Baumreihen und Baumhecken.

1. Im Rahmen des vorliegenden Erlasses kann der Waldrand oder die Vegetation des Waldes, die auf die landwirtschaftlichen Parzellen übergreift, in keinem Fall als Hecke oder Baumhecke gewertet werden.

2. Bei den Hecken handelt es sich um ununterbrochene Streifen einheimischer Bäume oder Sträucher, um Reihen einheimischer Bäume in landwirtschaftlichen Parzellen, mit Ausnahme von nur eine Baumart enthaltenden Anpflanzungen oder Baumreihen von Pappeln; die Baumreihen müssen mindestens 10 Bäume umfassen und zwischen den Bäumen muss ein Höchstabstand von zehn Metern bestehen.

3. Der Landwirt verpflichtet sich, diese Hecken und Baumhecken nicht zu zerstören oder falls notwendig auf einer Länge neu anzupflanzen, die mindestens der zerstörten Länge entspricht.

4. Er achtet darauf, das Heckennetz auf seinem Betriebsgelände zu erhalten, zu restaurieren oder zu verbessern, und diese Hecken ausreichend dicht zu halten.

5. Sowohl in der Nähe als auch auf der Hecke bringt er keinerlei Dünger und keinerlei Pflanzenschutzmittel ein. Lediglich die lokale Behandlung gegen Nesseln, Disteln und Ampfer ist zulässig.

6. Die Unterhaltsarbeiten (Schnitt) dürfen nicht zwischen dem 15. April und dem 1. Juli durchgeführt werden.

Diese Arbeiten sind folgender Art:

a) Geschnittene Hecke: ein Schnitt im Jahr;

b) Schutzhecke und gekappte Bäume: der Heckenkopf wird alle 2 bis 15 Jahre auf zwei Meter zurückgeschnitten;

c) Freie Hecke: gelegentlich seitlicher Schnitt und Zurückschnitt, um die Hecke dicht zu halten und um nicht auf Nachbargrundstücke überzugreifen;

d) Windschutzhecke und Baumhecken: eventuell ein seitlicher Schnitt und ein eventueller Teilrückschnitt alle 8 bis 15 Jahre, damit der untere Teil nicht auslichtet.

B. Erhaltung alter hochstämmiger Obstbäume auf den Weiden

1. Bei den bezuschussbaren Bäumen handelt es sich um hochstämmige Obstbäume, die mindestens 30 Jahre alt sind und in landwirtschaftlichen Parzellen stehen, die eine Untersaat von Gräsern aufweisen, der regelmäßig durch Schnitt oder (und) Beweidung unterhalten wird.

2. Der Landwirt verpflichtet sich, auf seinem Betriebsgelände keinen hochstämmigen Obstbaum zu fällen.

3. Er begrenzt die pflanzenschutzlichen Behandlungen an den Bäumen; er führt keinerlei Behandlung mit einem synthetischen Insektizid durch.

4. Wenn die Verpflichtung nur die Erhaltung alter Obstbäume betrifft, jedoch nicht die Aufrechterhaltung und den Unterhalt von Hecken, Baumreihen und Baumhecken und nicht die Aufrechterhaltung von Teichen, wird die jährliche Subvention erst ab einer Zahl von 40 Bäumen gewährt. Sie ist auf den Gleichwert von 200 Obstbäumen pro Betrieb begrenzt. Jeder Baum wird 5 Metern Hecke oder einem Einflussbereich von 2,5 Ar gleichgestellt.

C. Teiche

1. Bei den Teichen handelt es sich um permanente stehende Gewässer mit einer Mindestfläche von 10 m², die in landwirtschaftlichen Parzellen gelegen sind.

2. Um jeden Teich wird ein mindestens zwei Meter breiter Streifen aufrechterhalten, der nie gepflügt wird und für das Vieh nicht zugänglich ist; es kann jedoch ein Zugang zu einer Tränkstelle angelegt werden, unter der Bedingung, dass die zugängliche Fläche 10 % der gesamten Fläche und 25% des Umfangs des Teiches nicht übersteigt.

3. Das Ausbringen und das Spritzen in einem Abstand von weniger als zehn Metern vom Ufer ist untersagt.

4. Der Landwirt wacht darüber, die Qualität dieses Teiches als Bestandteil der Landschaft und der Artenvielfalt aufrechtzuerhalten oder zu verbessern; er achtet insbesondere darauf, dass keinerlei Abfälle, kein Produkt und keine Substanz in das Wasser gelangen, die der Wasserstelle oder dem Fischbestand schaden könnten. Er unterlässt jegliche Aufschüttung; im Fall einer Verschlammung oder einer Verlandung führt der Landwirt einmal innerhalb von fünf Jahren das Ausschlämmen der Wasserstelle durch, indem er gewährleistet, dass wenigstens 25 % des Umfangs als Flachufer aufrechterhalten oder angelegt werden.

5. Von jedem Teich, der diese Bedingungen erfüllt, wird davon ausgegangen, dass sein durchschnittliches Einflussgebiet 50 Ar beträgt. Somit wird jeder Teich bei der Berechnung der Prämie einer Länge von 100 m Hecke gleichgestellt.

METHODE 4 - Aufrechterhaltung eines geringen Tierbesatzes

Die Aufrechterhaltung von Tierbesatz zwischen 0,6 und 1,4 GVE (Großvieheinheit) je Hektar Futterfläche kann unter folgenden Bedingungen Anlass zur Gewährung einer jährlichen Subvention von 50 Euro (2 017 BEF) je Hektar Weidefläche geben:

1. Mindestens 90 v.H. der berücksichtigten Futterfläche bestehen aus Wiesen.

2. Diese Wiesen werden entweder mindestens einmal jährlich gemäht oder mindestens zweimal jährlich geweidet. Der Mäh- oder Weideertrag wird ausschließlich für den Tierbestand des eigenen Betriebs bestimmt.

3. Der Landwirt verpflichtet sich, die Fläche der Dauerwiesen seines Betriebs nicht zu verringern.

4. Er verpflichtet sich, die möglicherweise auf seinem Betriebsgelände existierenden Hecken und Wasserstellen zu schützen und insofern möglich zu restaurieren.

5. Diese Maßnahme ist nicht kumulierbar mit einer Subvention zur Umwandlung zur biologischen Landwirtschaft.

6. Das Ausbringen organischer Stoffe übersteigt in der Menge nicht den Gleichwert an Tierzucht abwässern, die bei einem Besatz von 1,4 GVE/ha entstehen, was einer durchschnittlichen Menge von maximal 125 Kg Stickstoff pro Hektar und Jahr entspricht.

Für die Berechnung der Anzahl GVE, sind die Tiere des Betriebs folgendermaßen zusammenzuzählen:

— Rinder von 2 Jahren und älter, Pferde, von mehr als 6 Monaten: 1 GVE

— Rinder von 6 Monaten bis 2 Jahren: 0,6 GVE

— Schafe oder Ziegen: 0,15 GVE

METHODE 5 - Haltung von Tieren bedrohter lokaler Rassen

Die landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, die sich verpflichten, während mindestens fünf Jahren Tiere bedrohter lokaler Rassen, die in der nachstehenden Liste angeführt sind, zu halten, können in den Genuss einer jährlichen Subvention von 20 Euro (807 BEF) pro Schaf und von 120 Euro (4 841 BEF) pro Tier einer der anderen Rassen gelangen, wenn diese Tiere die folgenden Bedingungen erfüllen:

1. Dem ursprünglichen Standard der als vom Aussterben bedrohten anerkannten Tierart entsprechen:

2. In dem anerkannten Stammbuch der Rasse oder einem gleichwertigen Schriftstück eingetragen sein;
3. Für die Schafrassen wenigstens 6 Monate alt sein und für die anderen Rassen wenigstens 2 Jahre alt sein.
4. Sich verpflichten, während fünf Jahren mindestens drei Tiere zu halten, für die eine Subvention erhalten werden kann.

Für jede dieser Rassen wird die Prämie verringert, wenn die Anzahl der im Stammbuch eingetragenen weiblichen Tiere die Grenzzahl von 5 250 im Fall von Schafen und 3 500 im Fall von Tieren einer der anderen Rasse übersteigt. Somit beträgt die Prämie:

- 100 v.H. bis 3 500 Kühe und 5 250 weibliche Schafe;
- 75 v.H. wenn diese Höchstzahl übertroffen wird;
- 50 v.H. bei mehr als 4 000 Kühen und 6 000 weiblichen Schafen;
- 25 v.H. bei mehr als 4 500 Kühen und 6 750 weiblichen Schafen;
- 0 v.H. bei mehr als 5 000 Kühen und 7 500 weiblichen Schafen;

Die Liste der bedrohten lokalen Rassen, für die von der Region im Rahmen der agarökologischen Maßnahmen ein Zuschuss gewährt werden kann, wird folgendermaßen festgelegt:

Rinderrassen:

- Flämische Rotbunte

Schafrassen:

- Belgisches Milchschaaf
- Maas und Samberschaaf
- Bergschaf (Houtlandschaap) oder gefleckter Ardenner
- Kleiner Brabanter Fuchskopf oder Roter Ardenner
- Mergellandschaaf

Diese Liste kann durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, abgeändert werden, u.a. in Übereinstimmung mit den auf diesem Gebiet anwendbaren europäischen Bestimmungen.

METHODE 6 - Verringerung der Einträge in Getreidekulturen

A. Verringerung der Dichte der Getreidesaat

Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der sich verpflichtet, die Dichte der Getreidesaat (außer Mais) zu verringern, kann unter folgenden Bedingungen in den Genuss einer jährlichen Subvention von 90 Euro (3 631 BEF) je Hektar gelangen:

1. Die Höchstdichte beträgt 200 Körner pro Quadratmeter;
2. Die stickstoffhaltigen Düngemittel werden begrenzt angewandt, unter Berücksichtigung der vorhandenen Restkonzentration und der möglichen Ausfuhr;
3. Eine einzige Schimmelpilzbehandlung ist erlaubt;
4. Keine wachstumsregelnde Behandlung wird angewandt.

B. Verzicht auf Unkrautvernichtungsmittel

Dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, der sich verpflichtet, keine synthetischen Unkrautvernichtungsmittel in seinem Getreideanbau anzuwenden, kann eine jährliche Prämie von 90 Euro (3 631 BEF) je Hektar gewährt werden. Im Fall eines umfangreichen Befalls werden spezifische Behandlungen von zum Beispiel Klebkraut oder Ackerwinde und lokale Behandlungen gegen Nesseln, Disteln und Ampfer toleriert.

Die Subventionen, die für die unter Punkt A. und B. eingegangenen Verpflichtungen gewährt werden, sind kumulierbar.

METHODE 7 - Verringerung und Lokalisierung der Unkrautvertilgungsmittel bei Maisanbau mit Mechanisierung der Unkrautbekämpfung und Untersaaten

A. Mechanische Unkrautbekämpfung und lokalisierte Behandlung

Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der sich bei einem Maisanbau verpflichtet, synthetische Unkrautvernichtungsmittel nur lokal für die Maisreihe anzuwenden, wobei er jedoch die Mittel, die einen Stoff aus der Familie der Triazine beinhalten, ausschließt, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 150 Euro (6 051 BEF) je Hektar gelangen.

Der Abstand der ausschließlich mechanisch behandelten Reihen muss mindestens 40 cm betragen.

B. Untersaat

Der Landwirt, der sich verpflichtet, den Reihenabstand der Maiskultur wirksam abzudecken (80 v.H. Abdeckung der 40 cm Reihenabstand im September) durch einen Zwischenfruchtanbau als Untersaat, der mindestens bis zum 1. Januar aufrechterhalten wird, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 150 Euro (6 051 BEF) je Hektar gelangen.

Jede der unter Punkt A. und B. eingegangenen Verpflichtungen verhindert für die betreffenden Flächen die Gewährung von Subventionen für extensiv genutzte Wendeflächen oder die biologische Landwirtschaft.

Die Subventionen, die für die unter Punkt A. und B. eingegangenen Verpflichtungen gewährt wurden, sind bis zu einem Betrag von 180 Euro (7 261 BEF) kumulierbar.

METHODE 8 - Bodenbedeckung vor der Frühjahrskultur

Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der sich verpflichtet, so schnell wie möglich nach der letzten Ernte und in allen Fällen vor dem 15. September eine Pflanzendecke zu sähen, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 100 Euro (4 034 BEF) je Hektar gelangen, unter der Bedingung, dass er diese Pflanzendecke nicht vor dem 1. Januar zerstört.

Dieser Zwischenfruchtanbau muss durch eine Frühjahrskultur oder durch Brachland gefolgt werden

Er darf nicht zu mehr als 50 v.H. aus Leguminosen bestehen.

In Abweichung von Absatz 1 kann nach einer späten Ernte (Mais, Kartoffeln,...) eine aus Roggen bestehende Pflanzendecke angelegt werden, unter der Bedingung, dass sie vor dem 1. November gesät wird und zwischen dem 1. März und dem 15. Mai zerstört wird.

Bei der Anlage einer Bodenbedeckung ist die Anwendung von stickstoffhaltigem Mineraldünger nicht erlaubt.

Die subventionierten Flächen dürfen nicht als extensiv genutzte Wendeflächen, Brachland oder Flächen für die biologische Landwirtschaft gelten.

METHODE 9 - Sehr spätes Mähen mit Einschränkung der Einträge

Die Durchführung eines sehr späten Schnitts kann unter folgenden Bedingungen Anlass zur Gewährung einer jährlichen Subvention von 250 Euro (10 085 BEF) je Hektar geben:

1. Das Mähen wird auf eine Art und Weise durchgeführt, die den Tieren eine Flucht ermöglicht, und zwar von innen nach außen. Insofern möglich werden am Rand der Parzelle "Fluchtbereiche" stehen gelassen.
2. Keine Beweidung und kein Mähen der Parzelle vor dem 1. Juli in einer Zone mit frühem Wachstum oder dem 15. Juli in einer Zone mit spätem Wachstum.
3. Nach diesem Datum kann das Grummet gemäht oder die Parzelle zur Beweidung freigegeben werden, bei einem Tierbesatz von weniger als 2 GVE (Großvieheinheiten) je Hektar;
4. Das Einbringen von Düngemitteln ist jedes zweite Jahr auf 20 Tonnen Mist oder Kompost oder aber 20 m³ Gülle je Hektar begrenzt;
5. Der Einsatz von Pflanzenschutzmitteln und von Mineraldünger ist verboten;
6. Entwässerungsarbeiten sind verboten, aber es ist möglich, die bestehenden Sickervorrichtungen und Gräben begrenzt und durch Verfahren, die der Fauna und Flora so wenig wie möglich schaden, zu unterhalten.
7. Diese Maßnahme kann nicht in Verbindung mit der Methode 1 (Spätschnitt) 2.C. (extensiv genutzter Wiesenstreifen) angewandt werden.
8. Das Füttern des Viehs auf der Weide ist in keinem Fall gestattet;

METHODE 10 - Konservierungsmaßnahmen in Feuchtgebieten

Eine jährliche Subvention von 50 Euro (2 017 BEF) je Hektar kann für jene landwirtschaftlichen Betriebsinhaber gewährt werden, die Feuchtwiesen extensiv unter folgenden Bedingungen bewirtschaften:

1. nicht pflügen, die Gräben nicht säubern oder trocken legen;
2. keine Bodenverbesserungsverfahren, Düngemittel oder Pflanzenschutzmittel einsetzen;
3. diese Parzellen durch Mähen oder (und) Beweidung unterhalten;
4. den Schnitt auf Spätschnitt oder sehr späten Schnitt einschränken;
5. der Tierbesatz darf niemals mehr als 2 GVE je Hektar betragen;
6. diese Maßnahme kann nicht in Verbindung mit der Methode 2.C. (extensiv genutzter Wiesenstreifen) angewandt werden.
7. Das Füttern des Viehs auf der Weide ist in keinem Fall gestattet;

METHODE 11 - Anbau traditioneller Sorten oder Arten

A. Anpflanzung alter hochstämmiger Obstbaumarten:

Dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, der alte hochstämmige Obstbaumarten anpflanzt, kann unter folgenden Bedingungen eine jährliche Subvention von 120 Euro (4 841 BEF) pro 20 Bäume gewährt werden. Für die zusätzlichen Bäume wird pro fünf Bäume eine Subvention von 30 Euro (1 210 BEF) gewährt.

Die Liste der Arten, für die eine Subvention gewährt werden kann, wird von der Verwaltung festgelegt.

Diese Beihilfen werden unter folgenden Bedingungen gewährt:

1. mindestens 20 Bäume anpflanzen, um die rundherum wenigstens 10 Meter Freiraum besteht; es wird davon ausgegangen, dass jeder einzelne Baum einen Einflussbereich von 250 m² hat;
2. ihr harmonisches Wachstum gewährleisten (Schutz gegen Viehschäden, Wachstumsschnitt,...), wobei eine regelmäßig unterhaltene Untersaat von Gräsern aufrechterhalten wird.

B. Traditionelle regionale Kulturen:

1. Getreide: der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der alte (seit mehr als 15 Jahren eingetragene) Arten, Buchweizen oder in einem benachteiligten Gebiet Spelz anbaut, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 100 Euro (4 034 BEF) je Hektar gelangen, unter der Bedingung, dass er die Stickstoffdüngung mit Mineraldünger auf höchstens 70 Einheiten pro Jahr beschränkt, dass er eine einzige Schimmelpilzbehandlung durchführt und ein einziges Mal Unkrautvernichtungsmittel einsetzt, und dass er keinerlei Insektizide und keine wachstumsregelnde Behandlung anwendet. Diese Maßnahme ist nicht kumulierbar mit Beihilfen, die für die biologische Landwirtschaft gewährt werden.

2. Kartoffeln: der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der alte Arten anbaut (Corne de gattes, Plate de Florenville oder Rosa, Ratte des Ardennes, Vitelotte), kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 300 Euro (12 012 BEF) je Hektar gelangen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2000 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 15. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 373

[C — 2001/27065]

**15 DECEMBER 2000. — Besluit van de Waalse Regering
tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999
waarbij toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw worden verleend**

De Waalse Regering,

Gelet op het verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, ondertekend te Rome en goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op de artikelen 42 en 43;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) en tot wijziging en opheffing van een aantal verordeningen;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1750/1999 van de Europese Commissie van 23 juli 1999 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL);

Gelet op de verordening (EG) nr. 2603/1999 van de Commissie van 9 december 1999 tot vaststelling van overgangsbepalingen inzake de steun voor plattelandsontwikkeling voorzien bij verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad;

Gelet op de goedkeuring door de Europese Commissie van het Waals plan voor plattelandsontwikkeling de dato 25 september 2000;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999 waarbij toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw worden verleend;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 6 december 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 15 december 2000;

Gelet op het overleg voorzien bij de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, op artikel 6, § 3bis, 5°, ingevoegd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Waalse Regering op 3 januari 2000 zijn ontwerp-plan voor plattelandsontwikkeling voor het Waalse Gewest bij de Europese Commissie heeft ingediend, waarbij meer bepaald de maatregelen beoogd voor de uitvoering van het plan worden omschreven;

Overwegende dat de uiteindelijke versie van het plan voor plattelandsontwikkeling na onderhandelingen tussen de Commissie en de Waalse overheid op 1 augustus 2000 overgemaakt werd aan de Europese Commissie;

Overwegende dat de Europese Commissie het plan voor plattelandsontwikkeling op 25 september 2000 goedgekeurd heeft;

Overwegende dat het derhalve dwingend is de heersende Waalse regelgeving wat betreft de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw onverwijld aan te passen om conform te zijn met de regelgeving van de Europese Commissie;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Rurale Aangelegenheden,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999 waarbij toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw worden verleend, worden de punten 5°, 6°, 7°, 8° en 9° respectievelijk vervangen door volgende bepalingen :

A. « 5° Gewest : het Waalse Gewest ».

B. « 6° landbouwuitbater : natuurlijke persoon of rechtspersoon die een landbouw-, tuinbouw- of veeteeltbedrijf uitbaat en die activiteit als hoofdberoep of deeltijds uitoefent. »

C. « 7° uitbater onder aanvullende of bijkomende titel : natuurlijke persoon of rechtspersoon die een landbouw-, tuinbouw- of veeteeltbedrijf uitbaat maar wiens inkomsten uit het bedrijf een aandeel in diens globale inkomsten vormen dat niet hoger ligt dan 50 %, die niet noodzakelijk meer dan 50 % van zijn spendeert aan de beoefening van die activiteit en die in die hoedanigheid over een producentennummer en BTW-nummer beschikt en bij een sociale verzekeringskas is aangesloten. »

D. « 8° akkerbouwteelt : teelt waarvan het areaal aangegeven is onder een andere code dan 61, 611, 612 of 62, 621, 622 in de oppervlakteaangifte Gemeenschappelijk Landbouwbeleid in de drie van de vijf laatste jaren voorafgaande aan de aanvraag. »

E. « 9° waterloop : water in beweging dat gewoonlijk continu en in een vaste, natuurlijke of kunstmatige bedding loopt. Als de bedding kunstmatig is, moet ze rechtstreeks verbonden zijn met het natuurlijke hydrografische net. »

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen doorgevoerd :

A. het eerste lid, punt 1°, wordt vervangen door volgende bepaling : « 1° laattijdig begrazen of maaien »;

B. punt b) van het eerste lid van punt 1° wordt opgeheven;

C. leden 4, 5 en 6 worden toegevoegd :

« Voor methode 2 moet voor elke deelmethode afzonderlijk elke strook 200 meter beslaan. Voor methode 3 mogen de verschillende afstanden bekomen worden door de stroken voor de verschillende deelmethodes bij elkaar op te tellen. »

« In de tabel in bijlage 1 wordt een overzicht gegeven van de compatibiliteit van verschillende maatregelen die op één enkel perceel worden toegepast. »

« De toelagen in verband met methodes 4 en 5 worden enkel toegekend indien de aanvragers eveneens eigenaar van de dieren en sanitair verantwoordelijk zijn. Die beperking is echter niet van toepassing indien de eigenaar van de dieren binnen een onverdeeld productiebedrijf vennoot is van de sanitair verantwoordelijke of indien beide de bedrijfsleiding waarnemen. »

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen doorgevoerd :

A. nummer 5° van paragraaf 1 wordt aangevuld als volgt :

« 5° hetzij binnen, naast of op minder dan 50 meter van erkende natuurreservaten in de zin van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 juli 1986 betreffende de erkenning van natuurreservaten, van domaniale natuurreservaten in de zin van de wet op het natuurbehoud van 12 juli 1973 of van vochtige gebieden met een biologische waarde in de zin van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 juni 1989 betreffende de bescherming van vochtige gebieden met een biologisch belang of ondergrondse holten van wetenschappelijk belang in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 1995 tot bescherming van de ondergrondse holten van wetenschappelijk belang. »

B. paragraaf 3 wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 3. In afwijking van de paragrafen 1 en 2 kunnen alle methodes voor een milieuvriendelijke landbouw worden toegepast op de percelen ongeacht hun statuut. Voor het krijgen van een toelage voor de toepassing van de methodes 6 tot en met 10 buiten de prioritaire gebieden bedoeld in paragraaf 1 is er evenwel een technisch advies nodig van het bestuur over de relevantie van de gebruikte methode ten opzichte van de milieucontext van het bedrijf, evenals over de gelijktijdige toepassing van minstens drie productiemethodes zoals bedoeld in artikel 2 van het besluit van 11 maart 1999. »

C. een paragraaf 4 wordt toegevoegd dat luidt als volgt :

« De aanvragers kunnen op vrijwillige basis een beheersplan voor een milieuvriendelijke uitbating van hun bedrijf uitvoeren. Dat plan houdt in dat gestreefd wordt naar een verbetering van de globale milieu-impact van het bedrijf. Dat betekent dus dat het bedrijf gerund moet worden volgens de principes voor een milieuvriendelijke landbouw. Voor het uitvoeren van een beheersplan kunnen de premies voor het toepassen van milieuvriendelijke landbouwmaatregelen met hoogstens 5 % verhoogd kunnen worden, met inachtneming van de maximumbedragen bepaald in artikel 6 van hetzelfde besluit.

Het beheersplan houdt in dat de mogelijkheden voor de verbetering van de landbouwmethoden onderzocht worden op basis van volgende rubrieken :

1° de toepassing van de code van goede landbouwpraktijken;

2° de toepassing van nieuwe teelttechnieken en de verbetering van de bestaande technieken (gelokaliseerde toepassingen, mechanische onkruidbestrijding, biologische en geïntegreerde bestrijding, enz.);

3° fytosanitaire bestrijding op grond van berichten en met inachtneming van interventiedrempels;

4° een regelmatige controle van het strooi- en verstuivingsmateriaal;

5° aanpassing van de bemestingsperiodes en van de hoeveelheden meststoffen gebruikt op grond van balansen (voorraden in de bodem, voorzienbare uitvoer,...), m.i.v. het opmaken van een bemestingsplan en bijhouden van een bemestingsboekje;

6° opslag van dierlijke meststoffen en regels voor het beheer ervan : aanpassing van de opslagcapaciteit of medewerking aan mestbanken, mestmengsels, voldoende koolstoftoevoer (stro, schaafkrullen,...) en mestcompostering,...;

7° maatregelen voor landschapsintegratie (eventuele plantsoenen, zaaien van « bloemen » op keerstroken, verven of zandstralen van gebouwen, aanbouw en uitzicht van nieuwe gebouwen,...), voor de bescherming of de restauratie van het klein patrimonium en de biodiversiteit (poelen en vochtige gebieden, heggen, enz...) en voor de eventuele zuivering (geurbestrijding, aanleg van waterbekkens voor afvalwater, enz...).

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen doorgevoerd :

A. paragraaf 3 wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 3. Indien de toelagegerechtigde tijdens het verbintenisstijdperk zijn verbintenissen niet meer naleeft, noch de verplichtingen die eraan verbonden zijn aangaande één of verschillende percelen die hij al dan niet blijft uitbaten, wordt onverminderd de bepalingen voorzien bij de paragrafen 2 tot en met 5 van de artikelen 10 en 11 van dit besluit de terugbetaling van de uitbetaalde tegemoetkomingen geëist. Onverminderd bepaalde omstandigheden waarmee in individuele gevallen rekening dient te worden gehouden, wordt bedoelde terugbetaling echter niet geëist indien volgende gevallen van overmacht zich voordoen :

1° overlijden van de landbouwwitbater;

- 2° langdurige arbeidsongeschiktheid van de landbouwwuitbater;
- 3° onteigening van een groot gedeelte van het bedrijf indien die onteigening niet te voorzien was op de dag waarop de verbintenis aangegaan werd;
- 4° ernstige natuurramp waardoor het landbouwareaal van het bedrijf blijvende schade heeft geleden;
- 5° het door een ongeluk tenietgaan van de bedrijfsgebouwen voor veeteelt;
- 6° een epizoötie waardoor de veestapel van de landbouwwuitbater geheel of gedeeltelijk aangetast is.

De gevallen voorzien onder 5° en 6° kunnen slechts in overweging worden genomen indien ze verband houden met de methodes 4 en 5 bedoeld in artikel 2 van het besluit van 11 maart 1999.

Landbouwwuitbaters of, desgevallend, de rechthebbenden die een geval van overmacht inroepen, moeten het bestuur daar schriftelijk van in kennis stellen uiterlijk met het indienen van de jaarlijkse schuldvorderingsaangifte. »

B. paragraaf 6 wordt gewijzigd als volgt :

« § 6. De omzetting van een verbintenis in een andere verbintenis krachtens verordening 2078/92 en, vanaf 1 januari 2000, krachtens verordening 1257/99, is tijdens het verbintenisstijperk toegelaten op voorwaarde dat :

- die omzetting onbetwiste voordelen oplevert voor het milieu;
- de bestaande verbintenis aanzienlijk versterkt wordt. »

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt aangevuld door volgende leden :

« De percelen waarop de maatregelen bedoeld onder artikel 2 van het besluit van 11 maart 1999 van toepassing zijn en waarvoor een subsidie werd aangevraagd, moeten in het Waalse Gewest liggen.

Percelen die evenwel buiten het Waalse Gewest liggen, maar op een afstand die minder bedraagt dan dertig kilometer ten opzichte van de bedrijfszetel, kunnen wel voor de berekening van de veebezetting in aanmerking komen, zonder dat zij aanleiding geven tot een premie.

Alle percelen waarvan sprake hierboven moeten worden vermeld in de jaarlijkse aangifte van oppervlakte die de aanvrager moet indienen overeenkomstig de verordening (EEG) 1765/92 van de Raad van 30 juni 1992.

De bedrijfszetel van de aanvragers moet in Wallonië gelegen zijn.

Indien het bedrijf uitgbaat wordt door een vereniging, heeft elk lid dat het statuut van landbouwer heeft, voor zover het de voorwaarden vervult om voor de toelagen in aanmerking te komen, het recht om die tegemoetkomingen aan te vragen.

Indien het bedrijf uitgbaat wordt door een vennootschap, heeft elke bestuurder die het statuut van landbouwer heeft, voor zover hij de voorwaarden vervult om voor de toelagen in aanmerking te komen, het recht om die tegemoetkomingen aan te vragen. »

Art. 6. In artikel 6, paragrafen 1 en 2, worden de bepalingen vervangen door respectievelijk volgende bepalingen :

« § 1. In overeenstemming met de doelstellingen van de verordening (EG) nr. 1257/99 van de Raad kan een afstemming van de maatregelen voor een milieuvriendelijke landbouw op de beschikbare middelen worden voorgesteld. »

« § 2. De samengetelde bedragen van de verschillende toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw die door de Europese Unie medegefinancierd worden, worden tot maximumbedragen beperkt van 600 euro (24 204 BF) per hectare en per jaar voor de eenjarige teelt, van 900 euro (36 306 BF) voor de gespecialiseerde meerjarige teelt en van 450 euro (18 153 BF) voor een ander gebruik van de gronden. »

Art. 7. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 7. De toelage moet bij het bestuur aangevraagd worden aan de hand van een formulier waarvan het model door de Minister wordt bepaald.

Het aanvraagdossier bevat meer bepaald :

1° een afschrift van de plattegrond van het bedrijf (op 1/10 000) dat gebruikt werd voor de jaarlijkse aangifte van de oppervlakte of, bij gebrek aan aangifte, een plattegrond op 1/10 000; de lineaire oppervlakten en structuren waarvoor een subsidie werd aangevraagd, worden op de stukken aangegeven;

2° elk document waaruit het sociaal statuut van de aanvrager kan worden afgeleid;

3° een afschrift van de oppervlakteaangifte, behalve als de verbintenis gegrond is op artikel 2, 5°;

4° een afschrift van de laatste stalinventaris opgemaakt door de federatie voor de bestrijding van veeziekten als de verbintenis op artikel 2, 4° gegrond is;

5° een afschrift van de documenten voor de dierenidentificatie als de verbintenis op artikel 2, 5° gegrond is.

Voor de methodes 2B, 6 tot en met 8, en 11B die niet verbonden zijn met een perceel voor een verbintenis van vijf jaar moet een plattegrond van het bedrijf op 1/10 000e met situering van de percelen en een inventaris waarin de oppervlakte van elk perceel wordt aangegeven, jaarlijks bij het bestuur worden ingediend, bij voorkeur gelijk met de indiening van de jaarlijkse schuldvorderingsaangifte en uiterlijk bij het inzaaien van het gewas.

De verantwoordelijke van het landbouwdistrict meldt de ontvangst van elke aanvraag binnen een termijn van tien werkdagen. Die termijn loopt vanaf het ogenblik waarop het aanvraagdossier volledig is. Onvolledige dossiers worden binnen de tien dagen vanaf ontvangst op het landbouwdistrict naar de aanvrager teruggestuurd, met de vermelding van de ontbrekende stukken.

Art. 8. In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt punt 2 vervangen als volgt :

« 2°) keurt de regels voor de toepassing, de opvolgings- en controleregels van het beheersplan goed. Die regels worden door het bestuur bepaald. »

Art. 9. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 10. De kennisgeving van de toekenning impliceert dat de aangeane verbintenissen worden nageleefd en houdt in dat de aanvrager :

1° geen enkele verbintenis reduceert;

2° alle voorwaarden naleeft die met de toegepaste methode(s) verbonden zijn;

3° zich onderwerpt aan de controle op de naleving van de aangeane verbintenissen. Bedoelde controle houdt de meting van de lengtes en de oppervlaktes, desbetreffend de telling van de dieren in, evenals de naleving van de voorwaarden verbonden met de toegepaste methodes. Daarvoor maakt de aanvrager de toegang tot de verschillende percelen en de Sanitel-gegevens mogelijk, evenals hij de dieren vertoont die aanleiding geven tot de premie;

4° aanvaardt om als referentie te dienen voor andere landbouwexploitanten;

5° alle technische en financiële gegevens ter beschikking van het Gewest stelt zodat de aangeane verbintenissen in een economische en milieubalans opgenomen kunnen worden.

De verbintenis gaat in op de eerste dag van de maand die volgt op het toesturen van de ontvangstmelding onder het voorbehoud dat het centrale bestuur kennis geeft van de aanvaarding van het dossier. Bedoelde kennisgeving van de beslissing van het bestuur moet de kennisgeving, de datum van de kennisgeving en de toekenning van de toelagen bevestigen dan wel ongedaan maken. »

Art. 10. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de paragrafen 1 en 6 respectievelijk vervangen door volgende bepalingen :

« § 1. Jaarlijks wordt er in toepassing van de modaliteiten van de verordening (EEG) nr. 3887/92 en de diverse wijzigingsverordeningen een georganiseerde controle doorgevoerd. Afhankelijk van het resultaat van de individuele controles zijn de bepalingen voorzien bij de paragrafen 2 tot en met 5 van toepassing. »

« § 6. Onverminderd de bepalingen voorzien bij de paragrafen 2 tot en met 5 resulteert de in dat geval vastgestelde niet-naleving van de voorwaarden in de opheffing van de tegemoetkomingen en de terugbetaling van de uitbetaalde tegemoetkomingen. »

De paragrafen 7 en 8 van hetzelfde artikel 12 worden opgeheven.

Art. 11. In hetzelfde besluit wordt een artikel 12*bis* ingevoegd :

« Art. 12*bis*. § 1. De bepalingen voorzien bij de paragrafen 2 tot en met 5 van artikel 12 van het besluit van 11 maart 1999 zijn van toepassing indien buiten elke georganiseerde controle om vastgesteld wordt dat in de verbintenis een grotere oppervlakte of lengte dan wel een groter aantal dieren opgegeven werd dan de werkelijk vastgestelde oppervlakte of lengte dan wel het werkelijke aantal aanwezige dieren. Indien de één of andere voorwaarde die in de verbintenis voorzien is, niet wordt nageleefd, worden de tegemoetkomingen opgeheven en de uitbetaalde tegemoetkomingen teruggevorderd.

§ 2. Onverminderd de artikelen 55 tot en met 58 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt de betrokken landbouwexploitant in geval van een niet-verschuldigde betaling verplicht tot de terugbetaling van de bedoelde bedragen vermeerderd met de wettelijke interest berekend volgens de termijn tussen de uitbetaling en de terugbetaling van de toelagen.

Er wordt geen enkele interest verrekend voor niet-verschuldigde betalingen die het gevolg zijn van bestuurlijke vergissingen.

Bedragen die teruggevorderd dienen te worden, kunnen evenwel altijd in mindering worden gebracht van elke betaling waarop de toelagegerechtigde aanspraak kan maken na de datum van de beslissing en na kennisgeving van de terugbetaling. Er wordt geen enkele interest meer verrekend nadat de toelagegerechtigde op de hoogte werd gesteld van de ongerechtigde betaling.

§ 3. Landbouwexploitanten die opzettelijk of door grove nalatigheid valse aangiften indienen, hebben geen enkel recht meer op tegemoetkomingen voor een milieuvriendelijke landbouw. Zij mogen pas na een termijn van twee jaar een nieuwe verbintenis voor de beoefening van een milieuvriendelijke landbouw indienen.

§ 4. Als de landbouwexploitant tijdens het verbintenisperiode of binnen de vierentwintig maanden die daarop volgen definitief veroordeeld werd wegens het overtreden van de wetgeving in milieuzaken of inzake natuurbehoud, dient hij de uitbetaalde toelagen terug te betalen.

§ 5. Bij betwisting moet de toelagegerechtigde zijn aanvraag tot herziening van het dossier binnen de maand die volgt op de kennisgeving, indienen.

Art. 12. In hetzelfde besluit wordt een artikel 14*bis* ingevoegd :

« Artikel 14*bis*. De wijzigingen van dit besluit zijn van toepassing op de dossiers waarvan de verbintenisdatum na 30 juli 1999 ligt. De nieuwe bedragen zijn evenwel enkel van toepassing op de dossiers met een verbintenisdatum die na 1 januari 2000 ligt.

De opheffing of de wijziging van een maatregel die bepaalt of de landbouwexploitant voor andere maatregelen in aanmerking komt, kan voor de dossiers waarvoor een ontvangstmelding aan de aanvrager werd opgestuurd vóór de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*, onmogelijk de weigering van het aanvraagdossier tot gevolg hebben voor de maatregelen die verbonden zijn met de opheffen of gewijzigde maatregel. »

Art. 13. Bijlage 1 van ditzelfde besluit wordt vervangen door bijlage 2 bij dit besluit.

Art. 14. De minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 december 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Rurale Aangelegenheden,

J. HAPPART

Bijlage 1
Overzichtstabel cumulatie premies voor een milieuvriendelijke landbouw in het Waalse Gewest

A. AKKERLAND	2.a. Met gras bezaaide perceelsranden	2.b. Extensieve granslandstroken	3. Hagen	6. Verminderd gebruik van biociden en meststoffen op graangewassen	7. Verminderd gebruik van biociden en meststoffen op maïs	8. Plantendek tijdens tussenteelt	11. Traditionele gewassen	Federale tegemoetkoming biolandbouw
2.a. Met gras bezaaide perceelsranden	O	X	C	C	C	C	C	C
2.b. Extensieve granslandstroken		O	C	X	X	C	X	X
3. Hagen			O	C	C	C	C	C
6. Verminderd gebruik van biociden en meststoffen op graangewassen				O	O	C	X	X
7. Verminderd gebruik van biociden en meststoffen op maïs					O	C	O	X
8. Plantendek tijdens tussenteelt						O	O	X
11. Traditionele gewassen							O	C (behalve 11.B.1)

C = cumulatie van premies mogelijk met eventueel maximumbedrag t.h.v. 600 euro (24 204 BF) per hectare en per jaar voor eenjarige teelt, t.h.v. 900 euro (36 306 BF) per hectare en per jaar voor gespecialiseerde meerjarige teelt en t.h.v. 450 euro (18 153 BF) per hectare en per jaar voor ander grondgebruik.

O = onbestaande (want gewas en/of periode verschillen, of gelijke maatregel in kolom en rang).

X = cumulatie niet toegelaten.

B. WEILAND	1. Laattijdig maaien	2.c. Extensieve weilandstroken	3. Hagen	4. Veebezetting laag	9. Zeer laattijdig maaien	10. Vochtige gebieden	11. Teelt oude soorten/variëteiten	Federale tegemoetkoming biolandbouw
1. Laattijdig maaien	O	X	C	C	X	C	C	C
2.c. Extensieve weilandstroken		O	C	C	X	X	X	C
3. Hagen			O	C	C	C	C	C
4. Veebezetting laag				O	C	C	C	C/X
9. Zeer laattijdig maaien					O	C	X	C
10. Vochtige gebieden						O	X	C
11. Teelt oude soorten/variëteiten							O	C

C = cumulatie premies mogelijk met eventueel maximumbedrag t.h.v. 450 euro (18 153 BF) per hectare en per jaar.

O = onbestaande (gelijke maatregel volgens kolom en rang).

X = cumulatie niet toegelaten.

C/X = cumulatie toegelaten met behoud bioteelt maar niet toegelaten indien biologische reconversie.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van 15 december 2000 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999 waarbij toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw worden verleend.

Namen, 15 december 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
e Minister van Landbouw en Rurale Aangelegenheden,
J. HAPPART

Bijlage 2

Voorwaarden voor productiemethoden die verenigbaar zijn met milieubeschermingsnormen**METHODE 1. – Laattijdig maaien of laattijdige begrazing**

Voor laattijdig maaien of laattijdige begrazing kan een subsidie van 125 euro (5 042 BF) per hectare en per jaar worden verleend, onder de volgende voorwaarden :

1. Begrazing en maaien zijn in het perceel niet toegelaten vóór 20 juni (vroeg zone) of 1 juli (late zone).
2. Matige bemesting is aanbevolen om een goede biodiversiteit te vrijwaren, namelijk niet meer dan 40 eenheden stikstof per hectare en per jaar, of 20 ton mest of compost.

Een bloemenlijst moet een minimale hoeveelheid indicatorplanten in extensieve maailanden helpen lokaliseren.

3. Er mogen geen gewasbeschermingsmiddelen worden gebruikt, behalve voor de plaatselijke bestrijding van distel en zuring.

4. Voor zover mogelijk moeten niet gemaaide stroken worden behouden.

METHODE 2. – Behoudsperceelsranden en extensieve graslandstroken

A. Omzetting van een landbouwteelt in een extensieve graslandstrook of in een met gras bezaaide perceelsrand voor een periode van vijf jaar.

Die omzetting kan jaarlijks recht geven op een subsidie van 72 euro (2 904 BF) voor een met gras bezaaide minimumoppervlakte van 800 m² (d.i. 200 bij 4 meter, d.w.z. een invloed op 1 ha [= « equivalentie »]); dat bedrag van 72 euro (2 904 BF) wordt op 100 euro (4 034 BF) gebracht langs waterlopen en bij afvloeiing door erosie. Voor oppervlaktes die de minimumoppervlakte overschrijden wordt slechts rekening gehouden met bijkomende eenheden van 200 m², die recht geven op een subsidie van 18 euro (726 BF) verhoogd tot 25 euro (1 008 BF) langs waterlopen en bij afvloeiing door erosie.

Aan de volgende voorwaarden moet voldaan worden :

De graslandstrook of de met gras bezaaide perceelsranden zijn minstens 200 meter lang en vier tot twintig meter breed. De oppervlakte van die stroken mag in geen geval de oppervlakte van de aangrenzende akkerbouwteelt van dezelfde exploitant overschrijden, noch 8 % van de bebouwde grond van het hele bedrijf overschrijden.

De graslandstrook aan de rand van de akker ook wendakker/keerstrook of perceelsrand genoemd) wordt bij voorkeur aangelegd langs een waterloop of in een vochtig gebied. Zij mag ook worden aangelegd bij bosranden, langs heggen, taluds, paden, kavels en woningen.

Langs waterlopen en bij afvloeiing door erosie moet ze minstens acht meter breed zijn.

Ze wordt ingezaaid met een gevarieerde mengeling waarvan de samenstelling aan het bestuur wordt meegedeeld. De lijst van de voorgestelde soorten wordt hieronder afgedrukt. Voor de samenstelling van de mengeling wordt de keuze overgelaten aan de landbouwer zover hij volgende voorwaarden naleeft :

1. basisgramineeën :

- het (gewicht)percentage van de zaden ligt tussen 50 en 95 % van de mengeling;
- de niet-meerjarige of zeer intensieve soorten zoals gekruist Italiaans of Westerwoldraaigras, alsook de geteelde dravikken zijn uitgesloten;
- het Engelse raaigras, het doddegras en de beemdlangbloem vertegenwoordigen elk maximum 30 % van de mengeling;

2. basispeulvruchten :

- het (gewicht)percentage van de zaden ligt tussen 15 en 40 % van de mengeling;
- ten minste drie soorten zijn aanwezig, elk naar rato van minimum 5 % van de mengeling;
- in afwijking van dit principe moet de mengeling niet noodzakelijk peulvruchten bevatten als ze ten minste 5 andere dicotylen (zie 3° hieronder) bevat, elk naar rato van 1 % van de mengeling.

3. andere dicotylen :

in de mengeling kunnen andere dicotylen toegevoegd worden om het esthetisch, landschappelijk of honiggevend effect ervan te verhogen, voor zover geen enkele soort 4 % van de mengeling overstijgt.

5. Er wordt geen bemesting verricht.

6. Er wordt geen enkel gewasbeschermingsmiddel gebruikt; het plaatselijk bestrijden van netel, rumex en distel met specifieke herbiciden is evenwel toegelaten.

7. Er wordt geen beweiding toegestaan.

8. Er wordt pas na 1 juli in de vroeg zone en na 15 juli in de late zone gemaaid. Het afgemaaid gras wordt van het perceel weggehaald.

9. De strook is niet toegankelijk voor gemotoriseerde voertuigen die voor recreatieve doeleinden worden gebruikt. De strook mag niet gebruikt worden voor de doorgang van voertuigen of als weg. De strook mag geen enkele mest of bodemverbeteraar krijgen.

B. Extensieve perceelsrand

De aanleg van een extensieve perceelsrand op ten minste vijf jaar kan recht geven op een jaarlijkse toelage van 36 euro (1.452 BF) voor een oppervlakte van 800 m² (namelijk 200 bij 4 meter, namelijk een invloed op 1 hectare [= « equivalentie »]). De oppervlakten die groter zijn dan de minimumoppervlakte worden enkel in overweging genomen per eenheden van 200 m² die aanleiding geven op een subsidie van 9 euro (364 BF). Volgende voorwaarden moeten nageleefd worden :

1. De extensieve perceelsrand is vier tot twintig meter breed. In geen enkel geval mag de oppervlakte van die perceelsranden groter zijn dan de helft van de perceelsoppervlakte of dan 8 % van het totaal bebouwde areaal.
2. De extensieve perceelsrand wordt ingezaaid en geteeld zoals gebruikelijk.
3. De strook wordt aangelegd aan bosranden, langs heggen, taluds, paden, kavels en woningen, stroken die aangrenzen aan andere bebouwde stroken uitgesloten (behalve als op het aangrenzend perceel eveneens een strook is aangelegd of indien de uitbater van die strook zijn schriftelijke toestemming geeft).
4. Er wordt geen gewasbeschermingsmiddel gebruikt.
5. Gewasbestrijdingsmiddelen zijn in beperkte mate toegelaten (zie maatregel 6 a en b voor graangewassen, zie maatregel 7 voor maïs; bij bietenteelt zijn enkel schimmelwerende behandelingen toegelaten, terwijl bij aardappelteelt enkel behandelingen tegen meeldauw toegelaten zijn).
6. Voor deze maatregel worden geen subsidies verleend als voor het perceel tegemoetkomingen verleend worden in verband met perceelsranden bezaaid met gras of biolandbouw.

C. Extensieve graslandstrook

Als een intensieve graslandstrook of grasland rondom een boomgaard met laagstammen wordt omgezet in een extensieve graslandstrook, kan een jaarlijkse subsidie van 100 euro (4 034 BF) voor een oppervlak van 1 600 m² extensieve graslandstrook verleend worden (namelijk 200 bij 8 meter, namelijk een invloed op 1 hectare [= « equivalentie »]). Oppervlakten die die eenheid overstijgen worden enkel in overweging genomen per bijkomende eenheid van 200 m², die aanleiding geeft tot een subsidie van 12,5 euro (1 008 BF). Volgende voorwaarden moeten worden nageleefd :

1. in geval van intensief grasland wordt de graslandstrook aangelegd langs een waterloop of -vlak, of in één van de gebieden bedoeld in artikel 3, § 1, 5°; in een boomgaard met laagstammen ligt de extensieve graslandstrook rondom de boomgaard;
2. ze is minimum 200 meter lang en 8 tot 20 meter breed;
3. ze wordt niet bemest, noch met gewasbeschermingsmiddelen behandeld, met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van netel, rumex en distel;
4. ze wordt pas na 1 juli in vroege zone en na 15 juli in late zone gemaaid. Het afgemaaide gras wordt van het perceel weggehaald;
5. ze wordt niet beweide vóór die data en met minder dan 2 GVE per hectare op het beweide perceel. Het vee heeft geen rechtstreekse toegang tot de oevers en de bedding van de waterloop, behalve op drenkplaatsen;
6. ze is niet toegankelijk voor motorvoertuigen die voor recreatieve doeleinden worden gebruikt; bovendien worden bemesting en bodemverbeteraars op die strook niet toegelaten;
7. Het vee wordt in geen enkel geval in de weide gevoederd ;
8. deze methode mag niet gelijktijdig met methode 1 (laattijdig maaien) toegepast worden.

METHODE 3. - Behoud en onderhoud van de landschaps- en biodiversiteitselementen, zoals heggen en houtsingels, poelen en oude hoogstammige vruchtbomen in weiden.

De exploitanten die zich verbinden tot het behoud van bovenbedoelde elementen en, voor zover mogelijk, tot de verbetering van het ecologische net van hun bedrijf, komen in aanmerking voor de volgende toelagen :

- 50 euro (2 017 BF) per jaar voor ten minste 200 m heg of het equivalent daarvan, namelijk een invloed op 1 ha en meer;
- 125 euro (5 042 BF) per jaar voor ten minste 500 m heg of het equivalent daarvan, namelijk een invloed op 2,5 ha en meer;
- 250 euro (10 085 BF) per jaar voor ten minste 1 000 m heg of het equivalent daarvan, namelijk een invloed op 5 ha en meer;
- 500 euro (20 170 BF) per jaar voor ten minste 2 000 m heg of het equivalent daarvan, namelijk een invloed op 10 ha en meer;
- 750 euro (30 225 BF) per jaar voor ten minste 3 000 m heg of het equivalent daarvan, namelijk een invloed op 15 ha en meer.
- 1000 euro (40 340 BF) per jaar voor ten minste 4 000 m heg of het equivalent daarvan, namelijk een invloed op 20 ha en meer.

Er moet voldaan worden aan de volgende voorwaarden :

A. Heggen, rijen bomen en houtsingels

1. In het kader van dit besluit mogen bos- of woudranden of hun voortschrijden op landbouwpercelen als heggen of houtsingels worden beschouwd.

2. De heggen zijn doorlopende stroken met inheemse bomen of struiken, rijen inheemse bomen op landbouwpercelen, behalve monospecifieke beplantingen of rijen populieren; voor rijen bomen moet elke rij ten minste 10 bomen tellen, met een afstand van maximum 10 meter tussen de bomen.

3. De exploitant verbindt zich ertoe geen heg te vernietigen of, zo nodig, een nieuwe heg te planten over een lengte die ten minste gelijk is aan de lengte van de beschadigde heg.

4. Hij zorgt voor het behoud, de heraanleg of de verbetering van de bemazing van heggen op zijn bedrijf en voor het handhaven van een voldoende dichtheid.

5. Hij gebruikt geen bemestings- en gewasbeschermingsmiddelen in de nabijheid van de heg, met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van netel, rumex en distel.

6. De onderhoudswerken (snoeien) worden niet uitgevoerd tussen 15 april en 1 juli. Die werken betreffen het volgende :

a) gesnoeide heg : één snoeiing per jaar;

b) bosrijke heg en knotwilgen : de koppen worden op twee meter geknot om de twee à vijftien jaar;

c) vrije heg : occasionele zijdelingse snoei en kortsnoeiing zodat ze weelderig blijft en om te voorkomen dat zij zich ten koste van aangrenzende terreinen uitbreidt;

d) windschermheg en houtsingels : eventuele zijdelingse snoei en gedeeltelijk en facultatief knotten om de acht à vijftien jaar om te voorkomen dat het onderste deel te dun wordt.

B. Behoud van oude hoogstammige vruchtbomen in de weiden

1. De in aanmerking komende hoogstammige vruchtbomen zijn ten minste dertig jaar oud en gelegen in landbouwpercelen met een vaste grazige ondergrond die regelmatig gemaaid en/of beweid wordt.

2. De exploitant verbindt zich ertoe geen hoogstammige vruchtboom om te hakken op zijn bedrijf.

3. Hij beperkt de gewasbeschermende behandelingen van zijn bomen; hij onthoudt zich meer bepaald van elke behandeling met synthetische insecticiden.

4. Indien de verbintenis enkel het behoud van oude fruitbomen betreft met uitzondering van het behoud en het onderhoud van de heggen, rijen bomen en houtsingels met uitzondering van poelen, wordt de jaarlijkse subsidie pas verleend vanaf veertig bomen. De subsidie wordt beperkt tot maximum 200 bomen per bedrijf. Elke boom wordt gelijkgesteld met vijf meter heg of een invloed van 2,5 aren.

C. Poelen

1. De poelen zijn vaste stilstaande watervlakken die op landbouwpercelen gelegen zijn en waarvan de oppervlakte minimum 10 m² bedraagt.

2. Een strook van ten minste twee meter breed rondom de poel mag niet beploegd worden en is niet toegankelijk voor het vee; er kan evenwel voorzien worden in een drenkplaats op voorwaarde dat het toegankelijke gedeelte niet meer bedraagt dan 10 % van de oppervlakte en dan 25 % van de omtrek van de poel.

3. Het is verboden te strooien en te verstuiwen op minder dan tien meter van de boorden.

4. De exploitant zorgt voor de instandhouding of de verbetering van de kwaliteit van het drinkwaterpunt als landschaps- en biodiversiteitselement; hij moet het water vrij houden van afval, producten of stoffen die schadelijk zouden zijn voor de biodiversiteit en voor de vissen. Ophoging is uitgesloten; bij dicht- of aanslibbing moet de exploitant het drinkwaterpunt eenmaal ruimen in de loop van de vijf jaar en ten minste 25 % van de omtrek zacht glooiend houden.

5. Elk drinkwaterpunt dat aan deze voorwaarden voldoet, wordt geacht een invloed te hebben op een gemiddelde oppervlakte van 50 aren; bij de berekening van de premie wordt elke poel of elk drinkwaterpunt derhalve gelijkgesteld met 100 meter heg.

METHODE 4. - Handhaving van een lage veebezetting

Als de veebezetting gehandhaafd wordt tussen 0,6 en 1,4 GVE (grofvee-eenheden) per hectare voederoppervlakte, kan een jaarlijkse toelage van 50 euro (2 017 BF) per hectare weiland verleend worden voor zover de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1. ten minste 90 % van de voederoppervlakte bestaat uit weiden;

2. deze weiden worden hetzij één keer per jaar gemaaid, hetzij twee maanden per jaar geweid. Het afgemaaide of geweid gras is uitsluitend bestemd voor de veestapel van het bedrijf;

3. de exploitant verbindt zich ertoe de oppervlakte van de vaste weiden van zijn bedrijf niet te verminderen;

4. hij verbindt zich ertoe de eventuele heggen en waterpunten van zijn bedrijf te beschermen en, voor zover mogelijk, in stand te houden.

5. deze toelage mag niet gecumuleerd worden met een toelage voor biologische omschakeling;

6. De verspreiding van organische stoffen mag het equivalent van het mest van 1,4 UGB/ha niet overschrijden, d.w.z. een gemiddelde van maximum 125 kg stikstof per hectare en per jaar.

Het aantal GVE wordt berekend als volgt :

— runderen van twee jaar en ouder, paarden ouder dan 6 maanden : 1 GVE;

— runderen tussen 6 maanden en 2 jaar : 0,6 GVE;

— ooiën of volwassen geiten : 0,15 GVE.

METHODE 5. - Fokken van dieren van een bedreigd plaatselijk ras

De exploitanten die zich ertoe verbinden gedurende ten minste vijf jaar dieren van een bedreigd plaatselijk ras te houden die opgenomen zijn in de hieronder afgedrukte lijst van de bedreigde rassen, kunnen een jaarlijkse toelage van 20 euro (807 BF) per dier van het schapenras en 120 euro (4 841 BF) per dier van de andere rassen verkrijgen als de dieren aan de volgende normen voldoen :

1. beantwoorden aan de oorspronkelijke standaard van het als bedreigd erkende ras;

2. opgenomen zijn in het erkende stamboek van het ras of op een gelijkwaardige lijst;
3. minstens zes jaar oud zijn voor schapenrassen, minstens twee jaar oud voor andere rassen;
4. de landbouwer moet zich bovendien ertoe verbinden gedurende vijf jaar ten minste drie dieren te houden waarvoor een toelage wordt verleend.

Die premie wordt voor elk ras verminderd als het aantal in het stamboek opgenomen wijfjesdieren het bestand van 5 250 eenheden in schapenrassen en 3 500 voor andere rassen overstijgt. De premie wordt verleend tegen :

- 100 % tot 3 500 koeien en 5 250 ooiën;
- 75 % boven dat maximumbestand;
- 50 % boven 4 000 merries of koeien en 6 000 ooiën;
- 25 % boven 4 500 merries of koeien en 6 750 ooiën;
- 0 % boven 5 000 merries of koeien en 7 500 ooiën.

De lijst van de bedreigde plaatselijke rassen waarvoor het Gewest een toelage verleent in het kader van de maatregelen voor milieuvriendelijke landbouwmethoden, is vastgelegd als volgt :

Runderenrassen :

- Rouge de Belgique

Schapenrassen :

- Belgisch melkschaap
- « Entre Sambre et Meuse »-schaap
- Houtlandschaap
- Voskop
- Mergellandschaap.

Die lijst kan door de Minister bevoegd voor Landbouw gewijzigd worden, overeenkomstig de Europese bepalingen op dat gebied.

METHODE 6. - Verminderd gebruik van biociden en meststoffen op graangewassen

A. Vermindering van de zaaidichtheid

De exploitant die zich ertoe verbindt de dichtheid van de gezaaide graangewassen te verminderen, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 90 euro (3 631 BF) per hectare voor zover hij de volgende voorwaarden vervult :

1. De dichtheid bedraagt maximum 200 zaden per m².
2. De stikstofmest wordt matig gebruikt op basis van het bestaande overschot en van de mogelijke uitvoer.
3. Er wordt maar één behandeling met schimmelwerende middelen toegelaten.
4. Er wordt geen groeiregelingsbehandeling toegepast.

B. Afschaffing van de herbiciden

De exploitant die zich ertoe verbindt geen synthetische herbiciden op graangewassen te gebruiken, komt in aanmerking voor een jaarlijkse premie van 90 euro (3 631 BF) per hectare. Specifieke behandelingen van kleefkruid en winde en plaatselijke behandelingen van netel, distel en rumex zijn echter toegelaten indien ze woekeren. De toelagen betreffende de onder A of B vermelde verbintenissen zijn cumuleerbaar.

METHODE 7. - Vermindering en lokalisatie van het gebruik van herbiciden op maïs door mechanisatie van de onkruidbestrijding en onderzaaiing

A. Mechanische onkruidbestrijding en gelokaliseerde behandeling

De exploitant die zich, wat maïsteelt betreft, ertoe verbindt synthetische herbiciden enkel te gebruiken voor een gelokaliseerde behandeling in de maïsrij, met uitsluiting van triabenzenen, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 150 euro (6 051 BF) per hectare.

De mechanisch behandelde tussenrij moet minimum 40 cm breed zijn.

B. Onderzaaiing

De exploitant die zich ertoe verbindt de tussenrijen maïs doeltreffend te bedekken (80 % bedekking van de 40 cm tussenrij in september) d.m.v. een tussengewas, ondergezaaid en behouden tot ten minste 1 januari, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 150 euro (6 051 BF) per hectare.

De onder A en B vermelde verbintenissen houden in dat geen toelagen voor extensieve perceelsranden of biologische landbouw worden verleend wat de betrokken oppervlakten betreft.

De toelagen betreffende de onder A en B vermelde verbintenissen zijn cumuleerbaar tot 180 EURO (7 261 BF).

METHODE 8. - Plantendek tijdens de tussenteelt

De exploitant die zich ertoe verbindt zo spoedig mogelijk na de oogst, hoe dan ook vóór 15 september, een plantendek te zaaien, komt in aanmerking voor een toelage van 100 euro (4 034 BF) per hectare voor zover hij het niet vernietigt vóór 1 januari.

Die tussenteelt moet gevolgd worden door een lenteteelt of door braakland.

Ze mag niet bestaan uit meer dan 50 % peulvruchten.

In afwijking van het eerste lid mag na een late oogst (maïs, aardappel,...) rogge gebruikt worden als plantendek als zij vóór 1 november gezaaid en tussen 1 maart en 15 mei vernietigd wordt.

Het gebruik van minerale stikstofmest is enkel toegelaten bij het inzaaien van het dek.

De gesubsidieerde oppervlakten mogen niet beschouwd worden als extensieve perceelsranden, braakland of biologische landbouw.

METHODE 9. - Zeer laat maaien met beperkt gebruik van biociden en meststoffen

Voor zeer laat maaien kan een jaarlijkse toelage van 250 euro (10 085 BF) per hectare worden verleend als de volgende voorwaarden vervuld worden :

1. tijdens het maaien moeten de dieren het perceel kunnen verlaten; daartoe moet, worden voorzien in vluchtstroken van binnen naar buiten en voor zover mogelijk, aan de rand van het perceel;
2. het perceel mag noch beweid noch bezaaid worden, vóór 1 juli in vroege zone, vóór 15 juli in late zone;
3. na die data mag het nagras gemaaid of het perceel beweid worden met een veebestand onder 2 GVE per hectare;
4. de aanvoer van meststoffen wordt per jaar beperkt tot 20 ton mest of compost, of tot 20 m³ gier per hectare;
5. het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en minerale meststoffen is verboden;
6. afwateringswerken zijn verboden maar de bestaande afwateringsbuizen en grachten kunnen onderhouden worden op een wijze die weinig schade toebrengt aan fauna en flora;
7. deze maatregel mag niet gelijktijdig toegepast worden met methode 1 (laattijdig maaien) of 2.c. (extensieve graslandstrook);
8. In geen geval mag het vee in de weide gevoederd worden.

METHODE 10. - Behoudsmaatregelen in vochtige gebieden

Exploitanten die vochtige weiden extensief beheren, komen in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 50 euro (2 017 BF) als ze de volgende voorwaarden vervullen :

1. ze mogen niet ploegen, uitbaggeren of draineren;
2. het gebruik van grondverrijkende middelen, meststoffen of gewasbeschermingsmiddelen is verboden;
3. ze moeten de percelen onderhouden door ze te maaien en/of te beweiden;
4. alleen laattijdig maaien is toegelaten;
5. de percelen mogen nooit beweid worden door een bestand boven 2 GVE per hectare;
6. die maatregel mag niet gelijktijdig toegepast worden met methode 2.c. (extensieve graslandstrook);
7. In geen geval mag het vee in de weide gevoederd worden.

METHODE 11. - Teelt van oude soorten of variëteiten

A. Aanplanting van oude hoogstammige fruitbomen

Exploitanten die oude hoogstammige fruitbomen planten, komen in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 120 euro (4 841 BF) per 20 bomen. Bijkomende bomen worden per eenheid van vijf bomen gesubsidieerd, ter hoogte van 30 euro (1 210 BF) per eenheid. De lijst van de in aanmerking komende boomsoorten wordt door het bestuur opgesteld.

Volgende voorwaarden moeten worden vervuld :

1. een minimumaantal van 20 bomen moet worden geplant op een afstand van 10 meter van elkaar ongeacht de richting elke boom wordt geacht een invloed te hebben over een oppervlakte van 250 m²;
2. zorgen voor de evenwichtige ontwikkeling daarvan (bescherming tegen het vee, vormingssnoei,...), alsook voor het regelmatig onderhoud van een grazige ondergrond.

B. Traditionele streekteelten

1. Wat graangewassen betreft, komt de exploitant die oude variëteiten (opgenomen sinds meer dan vijftien jaar) teelt, alsook boekweit of, in een benadeeld gebied, spelt, eventueel in aanmerking voor een toelage van 100 euro (4 034 BF) per hectare voor zover hij de minerale stikstofbemesting beperkt tot maximum 70 eenheden en de schimmelwerende middelen, zoals herbiciden, tot één behandeling beperkt en dat hij de insecticiden en elke groeiregelingsbehandeling afschaft. Deze toelage mag niet gelijktijdig verleend worden met die voor biologische landbouw.

2. Wat aardappelen betreft, komt de landbouwer die oude variëteiten (Corne de gattes, Plate de Florenville of Rosa, Ratte des Ardennes, Vitelotte) teelt, eventueel in aanmerking voor een toelage van 300 euro (12 012 BF) per hectare.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 15 december 2000 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999 waarbij toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw worden verleend

Namen, 15 december 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Rurale Aangelegenheden,

J. HAPPART